

UNE TRAHISON DES ENGAGEMENTS AMÉRICAINS SELON TÉHÉRAN **Le blocus naval maintenu**

Lire l'article de Mohamed
Mehdi page 2



**Notre supplément
AUTOUR
DU MONDE**
Avec la
collaboration de
P. 8 & 9

PROJECT
SYNDICATE
AN ASSOCIATION
OF NEWSPAPERS
AROUND THE WORLD

**La logique de gangster
des guerres tarifaires
de Trump**



PAR ANNE
O. KRUEGER

Ancienne économiste en chef de la Banque mondiale et ancienne première directrice générale adjointe du Fonds monétaire international, est professeure de recherche senior en économie internationale à la School of Advanced International Studies de l'université Johns Hopkins...

**Le déclin américain
à la vue de tous**



PAR JOSCHKA
FISCHER

Ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier allemand de 1998 à 2005, a été l'un des dirigeants du Parti vert allemand pendant près de 20 ans.

**La politique monétaire à l'ère
des chocs mondiaux sur l'offre**



PAR EBNE
KALEMLI-ÖZCAN

Professeure d'économie à l'université Brown et directrice du Global Linkages Lab, est une ancienne conseillère politique principale au Fonds monétaire international.

**L'avenir appartiendra
aux économies durables**



PAR BRUNO
BOUYGUES¹ ET
BERTRAND BADRÉ²



1. PDG de GYS, un groupe industriel spécialisé dans les équipements de soudage, les chargeurs de batteries **2.** Ancien directeur général et directeur financier de la Banque mondiale, président du comité consultatif de Project Syndicate

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information D'ORAN

ENSEIGNANTS DU SUPÉRIEUR, CHERCHEURS ET SPÉCIALISTES DE LA SANTÉ **Le cumul d'activités recardé**

Lire l'article de A. Z. page 3



APPEL À UN CONTRÔLE ET UNE RÉGULATION DU MARCHÉ

Hausse injustifiée des prix des cigarettes

Lire l'article de M. Aziza page 3



Une trahison des engagements
américains selon Téhéran
Le blocus naval maintenu

Mohamed Mehdi

Samedi, 92^e jour de l'agres-
sion américano-sioniste con-
tre l'Iran. Les pourparlers
pour un éventuel accord de paix ou
de prolongation du cessez-le-feu
entre l'Iran et les Etats-Unis tour-
nent en rond.

Dans les faits, le président améri-
cain continue de demander à Té-
héran de brandir le drapeau blanc
avec des exigences maximalistes
faisant fi de l'agression que les
Etats-Unis ont menée à deux repri-
ses (juin 2025 et fin février 2026).

Pour Trump, non seulement l'Iran
doit s'engager à ne jamais se doter
de l'arme nucléaire, ce que les plus
hautes autorités iraniennes répètent
à tue-tête depuis des décennies et
jusqu'à ce jour, de remettre son
stock d'uranium enrichi à l'AIEA en
coopération avec les Etats-Unis,
mais surtout de rouvrir le détroit
d'Ormuz à la navigation libre et
sans péage, comme s'il fallait
oublier les milliers de morts et de
blessés, et les dizaines de milliards
de dollars de dégâts subis lors de
l'agression américano-israélienne.

Les menaces du Secrétaire d'Etat
américain à la Guerre, Pete Heg-
seth, de reprendre les bombarde-
ments contre l'Iran n'arrangent pas
les choses. Le blocus naval améri-
cain est toujours maintenu. Ce que
Téhéran considère comme une
« trahison » des engagements
américains. Mohsen Rezaei, con-
seiller du Guide suprême iranien,
a déclaré que le président améri-
cain Donald Trump « trahit la di-
plomatie pour la troisième fois en
maintenant le blocus et en formu-
lant des exigences excessives ». Alors
que le porte-parole du minis-
tre iranien des Affaires étrangères a
rappelé, hier, qu'aucune négocia-
tion « n'a eu lieu à ce stade con-
cernant les questions nucléaires
avec les États-Unis ». Concernant
la situation dans le détroit d'Ormuz,
l'Iran poursuit une gestion semi-of-
ficielle des passages en exigeant que
des demandes de transit lui soient
transmises par les sociétés proprié-
taires des navires. Hier, la marine
des Gardiens de la révolution ira-
niens a annoncé que 20 navires ont
franchi le détroit d'Ormuz ces der-
nières 24 heures, en coordination
avec les forces iraniennes.

De son côté, l'Autorité du détroit
du golfe Persique (Ormuz - PGSA)
a condamné, dans une publication
sur X, les sanctions prises à son en-
contre par le ministère américain du
Trésor, et annonce que « malgré les
actions de tension des États-Unis
dans les eaux du golfe Persique et
de la mer d'Oman, cet organisme
continue sans relâche d'examiner et
d'accorder des autorisations de
passage aux navires non hostiles,
dans le but de faciliter la naviga-
tion ». La PGSA annonce égale-

ment que des « statistiques sur le
premier mois d'activité de l'institu-
tion seront bientôt publiées ».

BOMBARDEMENTS
ISRAÉLIENS AU LIBAN:
SILENCE COMPLICE
DES AMÉRICAINS

L'entité sioniste poursuit avec
acharnement ses attaques contre
le Liban, au moment où les
Etats-Unis qui abritent des « négo-
ciations » directes entre Israël et les
autorités libanaises se terrent dans
un total consentement implicite.

Samedi, l'armée libanaise a an-
noncé que deux de ses soldats ont
été blessés après avoir été pris pour
cible à bord d'un véhicule par un
drone israélien sur la route Abba-
Nabatieh. Dans la même journée,
l'armée génocidaire d'Israël a mené
plusieurs bombardements sur des
villes et villages du Sud-Liban, no-
tamment à Blat, dans le district de
Marjeyoun, Nabatieh, et a émis des
« avis d'évacuation immédiate »
pour les habitants de Marwanieh,
Loubieh, Midoun, Ansariyeh, Zifta
et Tuffahta.

De son côté, le Hezbollah a mené
plusieurs actions contre les positions
de l'armée sioniste au Sud-Liban,
et dans le nord de territoires pales-
tiniens occupés. La colonie de Ki-
ryat Shmona a été dans le viseur
des missiles du Hezbollah dans la
nuit de vendredi à samedi, alors
qu'une embuscade a été tendue à
« une force israélienne à l'aube qui
tentait de progresser vers Ghandou-
riyeh, en faisant exploser des en-
gins explosifs et en la bombardant
de roquettes », a annoncé la résis-
tance libanaise.

« Lembuscade a fait des victimes
parmi l'ennemi, qui s'est replié sous
un épais écran de fumée avant de
bombarder la zone par voie aérien-
ne et d'artillerie », a ajouté le Hez-
bollah, précisant avoir à « nouveau
bombardé la colonie de Kiryat Sh-
mona à l'aube aujourd'hui (samedi)
avec des roquettes ».

La chaîne israélienne 12, citant le
« Commandement du Front inté-
rieur » a annoncé que « les sirènes
ont retenti à Metula et Misgav Am »
dans la région d'Al Djalil « suite à
la détection d'une infiltration de
drone en provenance du Liban ».

Le correspondant d'Al Jazeera
sur place a signalé qu'une salve de
10 missiles a été tirée depuis le Li-
ban vers le nord des territoires pa-
lestiniens occupés, ajoutant que des
dégâts ont été constatés après cet-
te attaque, et de signaler aussi que
« les sirènes ont retenti à Safed
pour la première fois depuis envi-
ron un mois et demi ».

STÉPHANE DUJARRIC
(ONU): «GHAZA DOIT
APPARTENIR À 100% AU
PEUPLE PALESTINIEN»

Dans son point de presse quod-
tidien de vendredi dernier, le

L a laïcité, en France,
fait partie de ces
grands concepts
qu'on exhibe avec

gravité sur les plateaux télé, dans les discours
présidentiels et jusque dans les salles de clas-
se, presque comme un objet sacré qu'il serait
interdit de questionner.

On nous explique depuis des décennies que
la République ne regarde ni la religion, ni l'ori-
gine, ni la couleur, ni même les noms de famille.
L'État serait neutre. Impartial. Au-dessus de tout
cela. Une sorte d'arbitre froid et élégant distri-
buant l'égalité avec la précision d'un horloger
suisse. En théorie, c'est magnifique. Presque
poétique. Sauf qu'entre les textes officiels et la
vie réelle, il y a parfois un fossé si large qu'on
pourrait y faire passer un débat télévisé entier
sur « l'identité nationale » sans toucher les bords.
Dans le quotidien de nombreux musulmans fran-
çais, cette fameuse égalité ressemble souvent à
une promesse écrite à l'encre sympathique : on
la voit dans les discours... beaucoup moins dans
les comportements. Il suffit parfois d'un pré-
nom. Mohamed. Yacine. Samira. Rien de plus.

Et soudain, la République si aveuglément
neutre semble retrouver miraculeusement la
vue. Dans certaines administrations, certains re-
crutements, certains contrôles policiers ou
même certains regards dans les transports, le
citoyen devient brusquement un dossier sensi-
ble. Pourtant, on ne parle pas ici de clandestins
ni de harraga débarqués la veille. On parle de
Français. Nés en France. Parfois petits-enfants
ou arrière-petits-enfants de familles installées
depuis des décennies. Des gens qui connaissent
Victor Hugo, paient leurs impôts, supportent
l'équipe de France et râlent contre les grèves
SNCF avec le même patriotisme fatigué que
n'importe quel autre citoyen. Mais malgré cela,
il demeure toujours cette étrange impression
qu'ils doivent passer un examen de « francité »
permanent. Un examen sans fin d'ailleurs, dont
les règles changent selon l'humeur politique du
moment. Et c'est là que le mot laïcité commen-
ce doucement à se transformer. Non plus en
principe de liberté, mais en instrument de tri-
culturel. Une femme musulmane portant le vo-
ile devient immédiatement un sujet national. Une
affaire d'État presque. Les chaînes d'informa-
tion tournent en boucle, les experts surgissent,
les éditorialistes s'étouffent de gravité comme
si un morceau de tissu menaçait, à lui seul,
l'équilibre de la civilisation occidentale. Pen-
dant ce temps-là, d'autres symboles religieux
traversent l'espace public avec une sérénité ad-
mirablement discrète. Curieusement, la Répu-
blique semble faire moins de crises d'angoisse

porte-parole du Secrétaire général
des Nations Unies (ONU), Stépha-
ne Dujarric, a rappelé que « Gha-
za doit appartenir à 100% au peu-
ple palestinien ».

Cette déclaration était en répon-
se à une question sur les propos du
génocidaire Netanyahu, Premier
ministre de l'entité sioniste, re-
cherché par la Cour pénale in-
ternationale, dans lesquels il
« affirmait ouvertement envisa-
ger d'étendre son contrôle sur Gha-
za jusqu'à 70% ».

«Ghaza doit appartenir à 100%
au peuple palestinien. C'est ce que

ANALYSE

Mustapha Aggoun

Français... mais
jamais assez

qu'il existe un problème avec l'Islam. Non. On
préfère des formules plus raffinées. «Séparatis-
me.» «Valeurs républicaines.» «Défense de la laï-
cité.» Cela sonne mieux dans un communiqué
ministériel. Pourtant, dans une partie du débat
public français, l'Islam est devenu cette présen-
ce qu'il faut constamment surveiller, commen-
ter, analyser, soupçonner. Comme si le musul-
man devait chaque matin prouver qu'il aime suf-
fisamment la République pour avoir le droit
d'exister tranquillement. Le plus ironique dans
tout cela, c'est que beaucoup de musulmans
français réclament précisément ce que la Ré-
publique affirme déjà garantir : être traités nor-
malement. Rien d'extraordinaire. Pas des privi-
lèges. Pas des passe-droits. Juste cette banali-
té devenue presque luxueuse : ne pas être auto-
matiquement associés à un problème dès qu'ils
apparaissent dans l'espace public.

Le plus frappant reste peut-être cette capaci-
té française à donner des leçons universelles au
monde entier tout en refusant parfois de regar-
der ses propres contradictions en face. La Fran-
ce adore expliquer la liberté aux autres peuples.
Elle adore parler des droits humains, de tolé-
rance, d'émancipation et de citoyenneté. Il faut
reconnaître qu'elle possède effectivement une
immense tradition intellectuelle et démocratique.
Mais cette même France devient parfois éton-
namment nerveuse lorsqu'une citoyenne décide
simplement de porter un foulard ou lorsqu'un
Français nommé Mohamed demande à être re-
gardé comme un citoyen ordinaire plutôt qu'un
suspect culturel à durée indéterminée. Alors oui,
il faut peut-être arrêter un instant les grandes
déclarations philosophiques et regarder la réali-
té avec honnêteté. Car une laïcité qui rassure
certaines religions et transforme d'autres en dé-
bat sécuritaire permanent finit inévitablement
par perdre sa crédibilité morale. Une Républi-
que ne peut pas demander à une partie de ses
citoyens de disparaître culturellement pour mé-
riter l'égalité. Sinon, ce n'est plus de la neutrali-
té. C'est simplement une préférence déguisée en
principe universel. Et les citoyens concernés le
savent parfaitement. Depuis longtemps même.
Simplement, certains continuent encore à faire
semblant de ne pas comprendre. Peut-être par-
ce que reconnaître cette réalité obligerait enfin
à admettre une chose assez embarrassante : le
problème n'est pas toujours la République... mais
parfois la manière dont la République accepte
difficilement certains musulmans.

« heureusement, aucun blessé n'est
à déplorer ».

A propos des points de passage,
il a souligné que depuis dimanche
dernier, celui de « Kerem Shalom/
Karem Abou Salem est le seul point
d'entrée opérationnel à Ghaza
pour l'acheminement des biens
humanitaires et commerciaux,
Zikim étant fermé ». « Nous
continuons de réclamer l'ouver-
ture de davantage de points de
passage et, bien sûr, l'achemi-
nement d'une aide et de fournis-
sures essentielles plus importantes »,
a-t-il ajouté à ce sujet.

Enseignants du Supérieur,
 chercheurs et spécialistes de la santé
 Le cumul
 d'activités recadré

A. Z.

Nouveau cadrage réglementaire fixant les conditions et les modalités d'exercice d'une activité lucrative, à titre privé, par les enseignants du supérieur, les chercheurs et les praticiens médicaux spécialistes. Le décret exécutif n° 26-202 du 16 mai 2026 publié au Journal Officiel n°38, qui a pour objectif principal le renforcement du rôle de l'Université dans le développement économique, balise la voie réglementaire pour les enseignants pour intégrer des structures visant à valoriser leurs compétences.

L'exercice de cette activité lucrative est conditionné par le respect de règles strictes. L'article 2 du décret exécutif stipule dans ce sens que l'activité lucrative, à titre privé, peut être exercée, sur autorisation, par les fonctionnaires en activité justifiant, au moins, cinq (5) années d'ancienneté professionnelle dans l'un des corps des enseignants chercheurs hospitalo-universitaires, des enseignants chercheurs, des chercheurs permanents et des praticiens médicaux spécialistes de santé publique. Toutefois, les fonctionnaires cités à l'alinéa 1^{er} ci-dessus exerçant dans certaines wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux, peuvent être autorisés à exercer une activité lucrative, à titre privé, dès leur nomination et/ou leur titularisation, précise le même article.

Un autre article définit les domaines exclusifs d'exercice de l'activité lucrative, à titre privé, lié à un cadre de la valorisation de leurs compétences, à savoir l'étude, le conseil, la recherche, le développement, l'innovation, ainsi que les activités médicales, chirurgicales et de soins médicaux. A l'exemple des fonctionnaires appartenant aux corps des enseignants chercheurs hospitalo-universitaires et des praticiens médicaux spécialistes de santé publique, qui « sont autorisés à exercer une activité lucrative en relation avec les activités médicales, chirurgicales et des soins médicaux dans la limite du territoire de leur wilaya d'exercice ou, le cas échéant, d'une wilaya limitrophe à proximité de leur lieu d'exercice », comme stipulé à l'article 6 du décret exécutif en question. Et, bien évidemment, il y a la primauté du service à respecter, car l'activité lucrative accessoire ne doit, en aucun cas, empiéter sur le volume horaire d'enseignement, de recherche et d'encadrement dû à l'établissement de rattachement. Dans ce cadre, l'article 8 stipule clairement que « Sous réserve des nécessités de service, l'activité lucrative, à titre privé, ne peut être exercée qu'en dehors des horaires de travail dans

le cadre du respect de la législation et de la réglementation applicables en la matière ».

S'ASSURER DU BON
 FONCTIONNEMENT
 DE L'ORGANISME
 EMPLOYEUR
 D'ORIGINE

Aussi, pour exercer toute activité lucrative, l'enseignant doit obtenir préalablement l'autorisation formelle de son administration pour une durée d'une année, et pouvant être renouvelée sur demande du fonctionnaire concerné après évaluation de l'impact de son activité lucrative, notamment dans son volet relatif au bon fonctionnement de son organisme employeur d'origine. L'article 11 du décret exécutif trace la voie à suivre pour obtenir cette autorisation pour l'exercice de l'activité lucrative, à titre privé.

Pour les corps des enseignants chercheurs hospitalo-universitaires, elle est accordée par le responsable de l'établissement public de l'enseignement supérieur assurant une formation en sciences médicales dont ils relèvent, après avis consultatif du conseil scientifique, lorsque l'autorisation est relative à l'exercice des activités d'expertise, d'étude, de conseil, de recherche, de développement et de l'innovation, ou le responsable de l'établissement public de santé dont ils relèvent, après avis consultatif du conseil scientifique et/ou du conseil médical, selon le cas, lorsque l'autorisation est relative à l'exercice des activités médicales, chirurgicales et de soins médicaux.

Alors que pour les corps des enseignants chercheurs et des chercheurs permanents, l'autorisation relève du responsable de l'administration ou de l'établissement public dont ils relèvent, après avis consultatif du conseil scientifique ou de la commission administrative paritaire compétente, selon le cas. Et, l'administration procède, à tout moment et par tous moyens appropriés, au contrôle pour s'assurer que l'exercice de l'activité lucrative, à titre privé, correspond au motif pour lequel l'autorisation a été accordée, stipule l'article 16 du décret exécutif en question.

Quant aux fonctionnaires exerçant une activité complémentaire en vertu des dispositions du décret exécutif n°99-236 du 9 Rajab 1420 correspondant au 19 octobre 1999, ils «sont tenus de se conformer aux dispositions du présent décret dans un délai de six (6) mois, à compter de la date de sa publication au Journal officiel», souligne le décret exécutif dans ses dispositions transitoires finales.

Formation paramédicale et de sage-femme
 Une plateforme numérique pour les demandes
 d'équivalence des diplômes étrangers

Le ministère de la Santé a annoncé, samedi dans un communiqué, le lancement d'une plateforme numérique dédiée au dépôt et à l'examen des demandes d'équivalence des diplômes étrangers de formation paramédicale et de sage-femme, dans le cadre de l'amélioration de la qualité du service et de la modernisation de l'administration.

"Dans le cadre de la numérisation et de la simplification des procédures d'équivalence des diplômes, le ministère de la Santé (direction de la for-

mation) informe les citoyens algériens titulaires de diplômes étrangers délivrés par des établissements de formation paramédicale et de sage-femme, souhaitant obtenir une équivalence de leurs diplômes, qu'une plateforme numérique dédiée au dépôt et à l'examen des demandes d'équivalence des diplômes a été lancée", précise le communiqué, soulignant que le dépôt des dossiers se fait exclusivement via le lien <https://equivalence.sante.gov.dz>

"Les concernés doivent téléverser toutes les pièces requises via la plateforme,

en s'assurant de la clarté des documents joints, afin d'éviter tout rejet de la demande ou retard dans le traitement", explique le ministère.

La direction de la formation invite les concernés à suivre cette nouvelle procédure, qui "participe des efforts du ministère de la Santé visant à améliorer la qualité du service et à faciliter l'examen des dossiers, dans le cadre de la modernisation de l'administration et de la simplification des démarches administratives au profit des citoyens", conclut le communiqué.



El yazid Dib

La droitardise
 allergérique

Il y a toujours des souffleurs de braises, ces trublions toxiques qui n'aiment ni le bon voisinage, ni les réconciliations. Qui sapent tout projet de rapprochement.

À toute station électorale, une rancune fiévreuse flamboie leur tête et réveille les vieux regrets d'avoir perdu un paradis terrestre. Une possession coloniale qui a cessé de l'être. L'Algérie. Ce pays si proche dans son éloignement et à quelques brasses méditerranéennes, mais qui se tresse dans les pénibles méandres d'une chronologie atrocement douloureuse. Les deux pays sont cousus d'un maillage commun ineffilochable.

Les ambitions obsessionnelles se leurrent d'obtenir de la visibilité en tirant sur un devoir d'historaire. On ne guérit pas facilement du goût viscéral de la haine, celle-ci vous obstrue la gorge et

éblouit par la cécité la lumière de la vérité. La détestation et la rancune n'ont jamais construit des carrières politiques. Ni encore les tensions qu'on enflamme ou le poison qu'on inocule n'ont eu à écorcher un pays en pleine souveraineté. Cette ignominie reste le propre d'une vieille idéologie allergérique d'une droite en déperdition de boussole. La droitardise. C'est une droite droitarde aux gènes batardisés. Elle n'a dans la gueule que l'Algérie. Puis l'Algérie et encore l'Algérie.

Cette droite Bardélique, Retailleuse, Érique, Attalique, Édouarde n'a rien à envier à Le Pen et sa Marine puanteur pour empêcher le moindre ressac entre les deux rivages.

Appel à un contrôle et une régulation du marché
 Hausse injustifiée
 des prix des cigarettes

M. Aziza

Des hausses illicites des prix des cigarettes sur le marché national ont été constatées depuis quelques jours. Il s'agit, en réalité, d'augmentations spéculatives qui n'ont aucun lien avec les ajustements fiscaux officiels.

C'est ce qu'a indiqué à notre journal le coordinateur de l'Organisation algérienne de protection et d'orientation du consommateur et de son environnement (APOCE), Fadi Amine.

Faut-il le rappeler, afin d'encadrer ce marché, le ministère du Commerce et le ministère des Finances définissent conjointement des grilles tarifaires uniformes applicables sur l'ensemble du territoire national. Ces tarifs sont publiés au Journal officiel. M. Fadi Amine a précisé que, bien que les prix des cigarettes soient fixés par la loi et publiés au Journal officiel, la situation actuelle est malheureusement marquée par une hausse continue des prix. Chaque paquet de cigarettes a vu son prix augmenter d'environ 100 dinars durant les deux dernières années. Une situation qui nécessite l'intervention des autorités afin de contrôler et réguler ces augmentations.

Abordant les détails, il cite l'exemple de la cigarette Gauloises, dont le prix officiel fixé par le ministère est de 320

DA le paquet. Pourtant, celle-ci est fréquemment vendue à des tarifs plus élevés que ceux publiés dans le Journal officiel, pouvant atteindre entre 350 et 420 DA, selon les marques et les régions, et ce depuis déjà deux ans.

D'autres augmentations ont également été constatées avant et durant l'Aïd pour cette marque ainsi que pour d'autres, des hausses jugées injustifiées. Le paquet de Marlboro a été cédé jusqu'à 600 dinars la veille de l'Aïd, avant de retomber le lendemain aux alentours de 550 dinars. Idem pour les Winston, vendues jusqu'à 450 dinars le paquet, avant d'être fixées à 420 dinars, deux jours après.

Malgré cette flambée des prix, les consommateurs continuent d'acheter, ce qui encourage certains vendeurs à augmenter davantage les tarifs, notamment à l'approche de l'Aïd, période durant laquelle de nouvelles hausses sont souvent enregistrées. Selon plusieurs citoyens, les prix ont déjà augmenté de 50 à 100 DA avant même l'Aïd, sans respect des lois fixant les tarifs officiels.

L'APOCE avait d'ailleurs déjà appelé les autorités et le ministère du Commerce intérieur à intervenir pour mettre un terme à ces pratiques. Pour le coordinateur de l'APOCE, le marché du tabac doit faire l'objet d'un contrôle rigoureux et d'une régulation de bout en bout.

La loi de finances 2026 a instauré une hausse de la taxe additionnelle sur les produits tabagiques en Algérie, celle-ci étant passée de 65 à 75 dinars par paquet de cigarettes. Cette augmentation de 10 dinars vise à décourager la consommation et à contribuer au financement des fonds destinés à la santé publique. Au delà de l'aspect économique et commercial concernant le tabac, l'APOCE au même titre que toutes les associations des consommateurs a toujours appelé au renforcement de la lutte contre le tabagisme. D'ailleurs, dans le cadre justement du renforcement des dispositifs de lutte contre le tabagisme, un décret exécutif n°26-203 a été publié au Journal officiel n°38 du 25 mai 2026. Ce texte fixe les nouvelles modalités relatives aux avertissements sanitaires et aux informations obligatoires devant figurer sur les emballages des produits du tabac.

A partir du 25 mai 2027, les avertissements sanitaires devront couvrir 60% de la surface principale des paquets de cigarettes, contre 15% auparavant. Cette mesure vise à renforcer la sensibilisation aux dangers du tabagisme, à réduire l'attrait des emballages, notamment auprès des jeunes, et à aligner la réglementation nationale sur les normes internationales de santé publique.

Le CRAAG à propos des dernières secousses telluriques
 Une «activité sismique modérée
 ne présentant aucun danger»

Les secousses telluriques enregistrées, durant les jours de l'Aïd El-Adha, relèvent d'une activité sismique "modérée" et ne présentent aucun danger pour la vie des personnes, a assuré, samedi dans un communiqué, le Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (CRAAG).

Le CRAAG a indiqué qu'une "activité sismique modérée" a été enregistrée, marquée par trois secousses survenues le premier jour de l'Aïd El-Adha, dont

les épicentres ont été localisés respectivement à Mihoub dans la wilaya de Médéa (3,0 degrés), à Timgad dans la wilaya de Batna (3,4 degrés) et à Ghazaouet dans la wilaya de Tlemcen (4,1 degrés). Le CRAAG a également enregistré une autre secousse tellurique vendredi au nord de la commune d'Aokas dans la wilaya de Béjaïa, d'une magnitude de 3,3 degrés sur l'échelle de Richter.

Le CRAAG a expliqué que cette acti-

vité sismique est "naturelle et normale", au regard de la situation géographique de l'Algérie, située sur la plaque tectonique africaine qui entre en collision avec la place tectonique eurasiatique à raison d'environ 5 millimètres par an, soit un mouvement annuel lent générant des secousses de faible intensité. Le Centre a ajouté, dans le même contexte, qu'il "enregistre près de 80 secousses telluriques par mois, dont 90% ne sont pas ressenties".

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de la Santé

WILAYA D'ORAN

Direction de la Santé et de la Population de la wilaya d'Oran

Numéro d'identification Fiscal : 099731019271904

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES,

N° 44/2026

La Direction de la Santé et de la Population de la wilaya d'Oran lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales, portant **ACHEVEMENT DE L'INSTITUT DU CANCER A ORAN** avec les lots suivant :

- LOT 08 : TRAVAUX DE TRANSFORMATION DU SOUS-SOL AU SERVICE MORGUE ET DU LOCAL CHAUFFERIE
- LOT 09 : REALISATION D'UNE STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES
- LOT 10 : ACHEVEMENT DES TRAVAUX D'ELECTRICITE
- LOT 12 : ACHEVEMENTS DES TRAVAUX ESPACE VERT

L'appel d'offre faisant l'objet du présent cahier des charges s'adresse aux soumissionnaires :

I- CAPACITES PROFESSIONNELLES

- Ayant un Certificat de qualification et de classification en cours de validité de **catégorie 04** et plus activité principale bâtiment pour les lots 08 et 10
- Ayant un Certificat de qualification et de classification en cours de validité de **catégorie 04** et plus activité principale hydraulique pour le lot 09.
- Ayant un Certificat de qualification et de classification catégorie deux 02 et plus / activité hydraulique ou travaux publics pour le lot 12.

2- CAPACITES TECHNIQUES

- Ayant réalisé au minimum un (01) projet de même nature au lot considérés, justifié par une attestation de bonne exécution délivrée par des services contractants publics pour tous les lots.

3- CAPACITES FINANCIERES

Les Capacités financières du soumissionnaire doivent être justifiées par les bilans financiers des trois dernières années certifiées par les services des impôts, dont la moyenne des trois chiffres d'affaires ne doit pas être inférieure à :

- Pour le lot 08 : 50.000.000,00DA
- Pour le lot 09 : 15.000.000,00DA
- Pour le lot 10 : 35 000.000,00DA
- Pour le lot 12 : 10.000.000,00DA

- Tout soumissionnaire n'ayant pas satisfait aux trois conditions d'éligibilité suscitées verra son offre rejetée.

NB : Les groupements sont prévus pour cette procédure de passation de marché.

- Les entreprises intéressées par le présent avis, peuvent retirer le cahier des charges auprès de la direction de la santé et de la population de la wilaya d'Oran, **BOULEVARD AHMED BENABDERRAZAK** (en face L'ENTV D'ORAN (bureau des marchés), contre remise d'un récépissé de versement, auprès du Trésor public de la wilaya d'Oran, de la somme non remboursable de dix mille dinars Algériens (10 000,00 DA), représentant les frais de documentation et de reprographie. La durée de préparation des offres est fixée à **VINGT (20) JOURS** à compter de la date de la première parution de l'avis d'appel d'offres dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) et par voie de presse écrite et de presse électronique agréés. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres sera prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

La date de dépôt des offres est fixée au dernier jour de la durée de préparation des offres au siège de la direction de la santé et de la population de la wilaya d'Oran de 08H00 à 14H00.

L'offre doit comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière conformément à l'article 13 du cahier des charges (documents constitutifs de l'offre)

I/ LE DOSSIER DE CANDIDATURE CONTIENT :

1. Une déclaration de candidature selon le modèle ci-joint remplie, signée, datée et cachetée.
Les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature sont exigés uniquement de l'attributaire du marché qui devra les fournir dans un délai de dix (10) jours à savoir :
 - Copie du registre de commerce électronique.
 - Mise à jour CNAS, CASNOS, CACOBATH en cours de validité.
 - L'extrait de rôle d'activité, apuré ou avec échéancier de paiement portant la mention « non inscrit au fichier national des fraudeurs » en cours de validité.
 - Casier judiciaire du soumissionnaire en cours de validité.
 - Attestation de dépôt des comptes sociaux du dernier exercice pour les personnes morales.
 - Copie du numéro d'identification fiscale (NIF).
2. Une déclaration de probité selon le modèle ci-joint remplie, signée, datée et cachetée
3. Les statuts pour les sociétés ;
4. Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise ;
5. Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires

A/ CAPACITES PROFESSIONNELLES :

- Certificat de qualification et de classification en cours de validité de **catégorie 04** et plus activité principale bâtiment pour les lots 08 et 10
- Certificat de qualification et de classification en cours de validité de **catégorie 04** et plus activité principale hydraulique pour le lot 09.
- Certificat de qualification et de classification catégorie deux 02 et plus / activité hydraulique ou travaux publics pour le lot 12.

B/ CAPACITES FINANCIERES :

Les moyens financiers justifiés par les bilans financiers des trois dernières Années dûment certifié par les services des impôts.

C/ CAPACITES TECHNIQUES :

- La Liste des moyens humains et d'encadrement à mobiliser pour le projet (quantitativement et qualitativement) appuyée des effectifs déclarés au niveau de la CNAS justifiant la présence effective des moyens humains de l'entreprise faisant l'objet d'une notation, et les CV correspondants + diplômes.
- La Liste des moyens matériels à mobiliser pour le projet appuyé de toutes pièces justificatives (copie des cartes grises et assurances pour matériels roulant, factures d'achat et PV d'inventaire visé par un huissier de justice pour les matériels non roulant au nom du soumissionnaire.
- Les Références professionnelles appuyées par des attestations de bonne exécution pour des projets correspondants aux travaux bâtiment Hydraulique et travaux publics portant les montants des projets délivrés et signés par le maître d'ouvrage publics.

II/ L'OFFRE TECHNIQUE CONTIENT :

- Une déclaration à souscrire selon le modèle ci-joint remplie, signée, datée et cachetée.
- Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».
- Tout document permettant d'évaluer l'offre technique ; un mémoire technique justificatif (l'offre sera rejetée sans ce document dûment renseigné, signé et cacheté) (le modèle est ci-joint en annexe) répondant aux points suivants :
 - Profil général de l'entreprise
 - La méthodologie d'exécution des travaux (justifiée par un planning détaillé).
 - Attestation de visite de site.

III/ L'OFFRE FINANCIERE CONTIENT :

- La lettre de soumission selon le modèle ci-joint remplie, signée, datée et cachetée
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ; selon le modèle ci-joint remplie, signée, datée et cachetée
- Le détail quantitatif et estimatif (DQE) ; selon le modèle ci-joint remplie, signée, datée et cachetée.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées conformément à l'article 14 du cahier des charges

Ces trois enveloppes sont mises dans une autre enveloppe anonyme comportant la mention suivante :

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »
Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N°/2026
ACHEVEMENT DE L'INSTITUT DE CANCER A ORAN
En lots séparés :

Tout soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur le contenu du présent cahier des charges est tenu d'adresser une demande d'éclaircissements au service contractant par écrit à la Direction de la santé et de la population de la wilaya d'ORAN À l'adresse suivante : **Bd, Ahmed BENABDERREZAK ORAN.**

Toute demande d'éclaircissements doit être formulée au moins DIX (10) jours avant la date de dépôt des offres.

A rappeler que cet avis tient lieu d'invitation aux soumissionnaires pour assister à la réunion de la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres qui se tiendra le même jour de La date de dépôt des offres

à 14 H00 à la salle de réunion de la direction de la sante et la population de la wilaya d'Oran.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 110 jours à compter de la première parution dans la presse nationale ou le BOMOP et la presse électronique agréés du présent avis d'appel d'offres.

Dans le cas de l'entreprise attributaire d'un marché public, le délai de validité des offres est prorogé systématiquement d'un mois supplémentaire

**LE DIRECTEUR DE LA SANTE
ET DE LA POPULATION**

Plan de sauvegarde du quartier de Sidi El Houari Une commission spécialisée pour le suivi et la mise en œuvre du projet

Une commission spécialisée chargée de travailler et d'assurer la coordination directe avec le bureau d'études en charge de l'étude du plan de sauvegarde du quartier de Sidi El Houari sera bientôt mise sur pied.

K. Assia

Une décision initiée par le wali d'Oran M. Ibrahim Ouchène lors d'une réunion consacrée à l'étude et à l'évaluation du plan permanent de sauvegarde et d'aménagement de cette zone protégée de ce quartier historique. Dans ce registre, un rapport explicite a été présenté au wali d'Oran par le bureau d'études, une occasion pour le chef de l'exécutif de mettre l'accent sur l'importance accordée par les autorités locales au dossier de préservation du patrimoine en plaidant pour la nécessité de protéger et de valoriser ce trésor culturel et historique que recèle ce quartier historique. Il a aussi insisté sur la nécessité de prendre en considération et de se baser sur les rapports du CTC notamment en ce qui concerne le classement des bâtisses en donnant la priorité aux immeubles vétustes et en ruine et qui constituent un danger pour la sécurité des riverains. Sur ce et pour garantir le bon déroulement de ce projet et de le concrétiser sur le terrain, des directives ont été données pour la création de cette commission spécialisée dont l'objectif est d'assurer le travail et la coordi-

nation directe avec les bureaux d'études. Il y a quelques mois, une réunion de coordination consacrée à plusieurs projets dont celui de Sidi El Houari a été tenue en présence du wali d'Oran. Celui-ci avait insisté sur la nécessité de terminer la dernière phase de l'étude sur la base de laquelle seront dégagées les solutions qui permettront de classer les immeubles qui seront préservés, réhabilités ou démolis. Dans ce contexte, il ordonne la mise sur pied d'une commission spécifique qui aura pour mission le suivi et l'achèvement de cette étude dans les plus brefs délais.

Il y a lieu de signaler également que la situation de certaines bâtisses situées dans ce quartier historique de Sidi El Houari a été passée au peigne fin, lors de plusieurs réunions présidées par le wali d'Oran et regroupant les directeurs de l'OPGI, du logement, la directrice de la réglementation et de l'administration générale, la responsable du CTC, celle de la culture, le délégué du secteur urbain de Sidi El Houari, les représentants de la police et de la sûreté, le chef de daïra et le maire d'Oran et les cadres de la wilaya. Des rencontres qui avaient permis de passer en revue l'état dans le-

quel se trouvent certains immeubles situés dans ce quartier populaire et véritable musée de la ville. Le rapport détaillé a englobé également la situation de certaines bâtisses sises dans la zone protégée du quartier qui s'étend sur une superficie de plus de 70 hectares. Dans ce registre, le wali d'Oran avait insisté sur la nécessité de prendre des mesures appropriées et de trouver des solutions pour protéger les citoyens du danger, sauvant ainsi ce qui peut être sauvé du patrimoine historique de ce vieux quartier unique avec divers monuments historiques et archéologiques, particulièrement avec ses soixante-trois sites témoignant des différentes époques que la ville d'Oran a connues, à savoir de la préhistoire à la période phénicienne, puis la civilisation islamique en passant par l'occupation espagnole et l'ère ottomane, et la colonisation française. Notons que le quartier de Sidi El Houari est parmi les plus anciens du bassin méditerranéen. C'est un musée à ciel ouvert et abrite un mélange de constructions anciennes et modernes avec un caractère particulier d'où la nécessité de préserver ce patrimoine, mémoire vivante d'Oran et produit touristique par excellence.

Pour la collecte des peaux de moutons Mobilisation d'importants moyens par l'EPIC-CET

L'entreprise de gestion des centres d'enfouissement technique des déchets d'Oran (EPIC CET Oran) a mobilisé d'importants moyens humains et matériels pour assurer la collecte des peaux de moutons, durant la première journée de l'Aïd El Adha, a-t-on appris auprès de cette entreprise. Dans ce cadre, les trois centres d'enfouissement technique (CET) de la wilaya seront mobilisés afin de récupérer le maximum de peaux de moutons destinées à la valorisation industrielle, a indiqué M. Benkhalifa Belkheir, responsable de l'opération de collecte au sein de la même société.

Il s'agit du CET de Hassi Bounif, couvrant la partie centre de la wilaya, du CET d'Arzew pour la zone est, ainsi que du CET d'El Ançor, chargé de la partie ouest, a-t-il précisé, ajoutant que pour cette opération, l'EPIC CET Oran a mobilisé une cinquantaine d'ouvriers, ainsi que cinq

camions d'une capacité de 15 tonnes chacun, en vue d'assurer une collecte rapide et efficace des peaux à travers les différentes communes de la wilaya.

L'entreprise qui mène cette opération annuelle, lancée pour la première fois en 2023, récupère chaque année des milliers de peaux de moutons, revendues ensuite à des industriels spécialisés dans le cuir, dans le cadre de la valorisation des déchets issus de l'Aïd El Adha. Selon le même responsable, une convention a été signée, cette année, entre l'EPIC CET Oran et l'un des industriels du secteur du cuir pour la revente des peaux collectées, dans le but de renforcer cette filière de récupération et de recyclage. "Les opérateurs économiques ne récupèrent que les pièces intactes, alors que celles qui présentent des défauts sont enfouies avec le reste des déchets organiques après les avoir recouverts de chaux", a-t-il précisé.

Prise en charge des AVC Ouverture de trois nouvelles unités neurovasculaires

La wilaya d'Oran a renforcé son dispositif de prise en charge des accidents vasculaires cérébraux (AVC) avec la mise en service, mardi, de trois nouvelles unités neurovasculaires au niveau des Etablissements publics hospitaliers (EPH) de Gdyl, El Mohgoun et de l'Etablissement hospitalier spécialisé des grands brûlés de Sidi Chahmi, a-t-on appris auprès de la direction de la Santé et de la Population locale.

En plus de ces trois nouvelles unités neurovasculaires, deux autres unités similaires devront prochainement entrer en service au niveau des EPH de Ain El Turck (Mejbeur Tami) et El Kerma, dans le cadre du renforcement de l'offre de soins spécialisés dans la wilaya, a indiqué la cheffe de service de la population au niveau de la même direction, Faiza Mokrane. Avec ces nouvelles structures, la wilaya d'Oran poursuit le déploiement de son réseau de prise en charge des AVC, qui compte déjà quatre unités opérationnelles au niveau du CHU d'Oran, de l'EHU d'Oran, de l'EPH

«Mohamed Balaska» et de l'EPS des urgences médico-chirurgicales de Oued Tlélat. Ce déploiement s'inscrit dans le cadre des efforts menés par le comité opérationnel de prise en charge des AVC dans la wilaya d'Oran, mis en place sous la supervision du directeur de la Santé et de la Population, Kassi Abdellah.

Selon les responsables du secteur, la création de ces unités vise à élargir les capacités d'accueil dédié aux patients victimes d'AVC, à améliorer la qualité de la prise en charge médicale et à intégrer ces structures dans un circuit de soins coordonné à l'échelle de la wilaya, tout en contribuant à réduire la pression sur les unités spécialisées déjà existantes.

M. Kassi Abdellah a souligné que ces nouvelles unités neurovasculaires traduisent «l'engagement des autorités sanitaires à rapprocher des citoyens des soins spécialisés de qualité», affirmant qu'elles permettront de réduire sensiblement les complications liées aux accidents vasculaires cérébraux.

Pour vulgariser le service numérique de certificat de vie La CNR lance une campagne d'information

L'agence de wilaya de la Caisse nationale des retraites (CNR) à Oran organise, jusqu'au 8 juin prochain, une campagne d'information et de sensibilisation visant à faire connaître le service numérique de certificat de vie et à généraliser son utilisation, a-t-on appris auprès de cet organisme. Selon un communiqué de l'agence, cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts de la CNR pour supprimer l'obligation du certificat de vie papier, à travers le renforcement de la transformation numérique et l'amélioration

de la qualité du service public.

La campagne a pour objectif d'accompagner les retraités et les ayants droit dans l'adoption de ce nouveau service numérique, qui permet d'effectuer l'opération de preuve de vie à distance, facilement et en toute sécurité, sans avoir à se déplacer vers les agences, grâce à la technologie de reconnaissance faciale, garantissant ainsi une grande précision et une vérification fiable de l'identité.

La campagne comprend également des explications pratiques sur le ter-

rain au profit des retraités, ainsi qu'un accompagnement pour le téléchargement et l'activation de l'application «Taqoudi» (Ma retraite), afin de bénéficier du service numérique de preuve de vie et des différents autres services disponibles à distance, souligne-t-on. La même source a indiqué que l'agence a mobilisé, dans le cadre de cette campagne, lancée le 24 mai courant, des espaces d'accueil et des agents pour accompagner les retraités, notamment les catégories peu familiarisées avec les outils numériques.

Aïn El Bia et Ayayda Des constructions et des extensions illicites démolies

En application des instructions des pouvoirs publics, les services de la commune de Hassi Bounif ont lancé il y a quelques jours une opération de démolition des extensions et des constructions illicites en cours de réalisation dans la localité de Hassi Bounif. Cette opération supervisée par le maire et menée en collaboration avec les forces de sécurité a permis de raser cinq fondations à Haï Emir Khaled. L'opération s'inscrit dans le cadre d'une stratégie globale visant à lutter contre les atteintes aux terres agricoles et les extensions non conformes à la réglementation en vigueur. Les constructions illégales, souvent réalisées sur des terrains agricoles ou des zones inappropriées, constituent une menace importante pour le patrimoine foncier et l'aménagement urbain harmonieux. En réponse à cette problématique, les autorités locales, en coordination avec les services de sécurité, ont adopté une approche stricte et proactive pour freiner ce phénomène qui compromet le

développement durable de la région.

Cette opération n'est que le début d'une série d'interventions prévues dans différentes zones identifiées comme étant des points sensibles. Les services compétents travaillent actuellement à recenser d'autres sites concernés et à planifier des actions similaires dans les semaines à venir. Dans le même cadre, et en application des directives du wali d'Oran, des piliers et des fondations érigées illicitement sur des terrains agricoles ont été démantelés par les services de l'APC de Ain El Bia relevant de la daïra de Béthioua. Cette opération pilotée par la commune s'est déroulée en présence des éléments de la brigade de la gendarmerie et a visé des constructions en cours de réalisation sur un terrain agricole sis dans le village de Ayayda. En effet, toutes les dispositions ont été prises pour mener à terme cette campagne qui vise à préserver le domaine public et à lutter efficacement contre les habitations illicites.

Sur ce, on saura que l'APC de Ain El Bia a mobilisé des moyens matériels pour démolir ces fondations et démanteler ces piliers et ce en application des dispositions de la loi n°97-29 qui porte sur l'interdiction de tous les travaux illégaux sur des terrains agricoles et non dédiés à la construction. Dans ce registre, la commune de Ain El Bia insiste sur l'importance et l'impact de ces contrôles dans la préservation des terrains publics et confirme qu'elle continuera à prendre toutes les mesures légales nécessaires pour lutter contre le phénomène de l'empiètement sur l'espace public des terres. Elle souligne également qu'elle veillera au respect des plans de construction dans toute la commune, sans compromis ni exception. Par ailleurs, dernièrement 122 nouvelles habitations érigées sans autorisation sur des terres agricoles avaient été démolies dans la commune de Ain El Bia lors d'une vaste opération pilotée par le chef de daïra de Béthioua.

K. Assia

Horaires des prières pour Oran et ses environs

14 dhou el hidja 1447

El Fedjr 04h05	Dohr 13h01	Assar 16h50	Maghreb 20h16	Icha 21h52
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Sidi Bel-Abbès 640 millions de dinars pour réhabiliter des routes communales

Les travaux d'entretien et de réhabilitation de 10 routes communales, sur une distance totale estimée à 87,9 kilomètres, ont été lancés dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, pour une enveloppe financière globale de 640 millions de dinars, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Ces projets, inscrits dans le cadre des programmes de proximité financés par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, sont répartis à travers 10 communes de la wilaya, avec pour objectif l'amélioration et la modernisation du réseau routier, ainsi que le développement des infrastructures locales.

Ces opérations essentielles visent à renforcer le réseau routier sur l'ensemble du territoire de la wilaya, compte tenu du rôle important joué par les infrastructures routières dans l'amélioration

du cadre de vie des citoyens, le désenclavement des agglomérations, le soutien à la dynamique économique et au développement local, conformément aux efforts des pouvoirs publics visant à renforcer les équipements et les services de base au profit de la population.

Pour rappel, ces projets ont fait l'objet récemment d'une réunion de coordination présidée par le wali, Kamel Hadji, consacrée à l'étude et au suivi de l'avancement des travaux, sur la base d'un exposé détaillé présenté par le directeur des travaux publics.

Lors de cette rencontre, le premier responsable de l'exécutif de la wilaya a donné des instructions strictes portant sur la nécessité de respecter les normes techniques en vigueur dans la réalisation des travaux d'entretien, afin de garantir la qualité des ouvrages, tout en veillant au respect des délais d'exécution et au suivi permanent des différents chantiers. Il a également insisté sur l'importance capitale de l'amélioration du réseau routier pour son rôle vital dans le désenclavement et la promotion du développement local.

Sidi Bel-Abbès 12 nouveaux établissements scolaires pour la prochaine rentrée

Le secteur de l'Education nationale dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès sera renforcé par la réception de 12 nouveaux établissements scolaires couvrant les trois cycles d'enseignement, en prévision de la rentrée scolaire 2026-2027, a-t-on appris auprès de la direction de l'Education.

Ces projets concernent 6 écoles primaires, 3 collèges d'enseignement moyen (CEM), ainsi que 3 nouveaux lycées, répartis à travers plusieurs communes de la wilaya. Selon la même source, ces réalisations permettront d'alléger la surcharge des établissements actuels et d'améliorer les conditions de scolarisation des élèves.

A ce sujet, le directeur de l'Education de la wilaya de Sidi Bel-Abbès, Mohamed Chaabane, a affirmé que "ces nouvelles infrastructures représentent un saut qualitatif pour combler le déficit

enregistré dans certaines communes et développer la carte scolaire locale".

"La réception de ces structures dans les délais impartis permettra d'assurer des conditions de scolarisation idéales et confortables pour les élèves dès le début de la nouvelle année scolaire, tout en offrant au personnel pédagogique un cadre de travail plus serein", a-t-il ajouté.

Par ailleurs, les préparatifs sont actuellement en cours pour lancer de nouveaux projets sectoriels destinés à répondre aux besoins recensés dans la carte scolaire locale. Ces projets comprennent la réalisation de 7 écoles primaires, 2 collèges et un lycée, selon la même source.

Les services concernés de la wilaya assurent un suivi permanent sur le terrain de l'avancement des travaux, tout en obligeant les entreprises et organis-

mes chargés des chantiers à respecter les délais contractuels, à accélérer le rythme des travaux et à se conformer strictement aux normes de qualité requises, afin de garantir la réception de ces infrastructures vitales dans les délais prévus et d'offrir un cadre éducatif adéquat.

Ces préparatifs s'inscrivent dans le cadre de l'application des dernières orientations du wali, Kamel Hadji, qui a insisté, lors de la dernière réunion de coordination et de suivi, sur la nécessité de prendre immédiatement en charge tous les obstacles techniques et administratifs. Il a également donné des instructions fermes à l'ensemble des intervenants afin de renforcer la coordination et garantir la disponibilité de ces infrastructures essentielles pour accueillir les élèves dans les délais fixés.

Béchar Le stockage des céréales renforcé

Trois centres de proximité de stockage des céréales ainsi qu'un centre à silos sont en voie de réception dans la wilaya de Béchar, a-t-on appris auprès de la direction locale des services agricoles (DSA).

Il s'agit de deux centres de proximité implantés dans la commune de Béchar et d'un troisième au chef-lieu de la commune frontalière de Beni-Ounif, disposant chacun d'une capacité de stockage de 5.000 tonnes de céréales, a précisé le directeur des services agricoles, Abderabi Hamal.

Ces infrastructures seront renforcées, avant la fin de l'année 2026, par la réception et la mise en exploitation d'un centre à silos situé au nord-ouest de Béchar, doté d'une capacité de stockage de 100.000 tonnes de céréales, a ajouté le même res-

ponsable. Réalisées dans le cadre de la stratégie nationale de renforcement de la sécurité alimentaire et d'augmentation des capacités nationales de stockage des céréales, ces infrastructures bénéficieront également de la proximité de la ligne ferroviaire reliant cette région aux réseaux ferroviaires du Sud et du Nord du pays, a-t-il expliqué.

Ces nouveaux centres de stockage, qui ont nécessité un investissement sectoriel de plus d'un milliard de dinars, permettront de renforcer les capacités de stockage de la wilaya de Béchar, estimées actuellement à 127.520 quintaux, a-t-il souligné.

Concernant l'actuelle campagne moisson-battage, une production de 64.160 quintaux de blé dur et d'orge est attendue

sur une superficie de 1.300 hectares, a indiqué M. Hamal.

En prévision de la prochaine campagne labours-semailles (2026-2027), des études portant sur l'extension des superficies consacrées à la céréaliculture à travers la wilaya sont en voie de finalisation, a-t-il encore fait savoir.

Cette opération d'extension des surfaces agricoles dédiées à la production céréalière sera accompagnée d'un programme global d'assistance aux agriculteurs.

Ce programme portera notamment sur les équipements d'irrigation ainsi que sur la gestion rationnelle et l'économie de l'eau, en vue de concrétiser les objectifs fixés, à savoir l'augmentation des capacités de production céréalière de la wilaya, selon le même responsable.

Beni Abbès Projet d'un hôpital de 60 lits à Tabelbala

Les études techniques relatives à la réalisation d'un hôpital de 60 lits dans la commune de Tabelbala, située à 450 km au sud de Beni Abbès, seront prochainement lancées, a indiqué le directeur de wilaya de la Santé, El Hadj Bekhouche.

L'opération sera pilotée par la direction locale des équipements publics (DEP), maître d'ouvrage du projet, en coordination avec les services de la santé, a précisé le responsable.

Ce futur établissement hospitalier vise à assurer une couverture sanitaire moderne et de qualité, garantissant une meilleure prise en charge des patients de cette région frontalière, a-t-il précisé.

Le nouvel hôpital sera implanté sur une superficie de quatre hectares, a ajouté le responsable, soulignant que cette infrastructure, inscrite par l'Etat au profit de cette collectivité, jouera un rôle majeur en tant que structure de santé de proximité répondant aux besoins croissants des populations locales en matière de soins.

Ce projet permettra également de réduire les déplacements des patients de Tabelbala et des loca-

lités avoisinantes vers les grands établissements hospitaliers de la wilaya, notamment l'établissement public hospitalier (EPH) Ayoub-Mohamed du chef-lieu de wilaya, a-t-il fait savoir.

Par ailleurs, et en complément de ce projet hospitalier souhaité par les responsables locaux, les élus et la population de Tabelbala, la DSP prévoit l'ouverture prochaine de deux nouvelles unités de rééducation et de réadaptation fonctionnelle.

Ces structures seront implantées au sein des établissements publics de santé de proximité (EPSP) de Tabelbala et d'Igli, dans le cadre des efforts visant à renforcer les services médicaux spécialisés et à répondre aux besoins spécifiques des patients de ces collectivités, a informé le responsable.

Il convient de rappeler qu'une unité similaire a déjà été inaugurée et mise en service au sein de l'EPSP Belahcen-Dahane, au chef-lieu de la commune de Kerzaz, dans le cadre de cette même démarche de renforcement des structures sanitaires de proximité, a conclu M. Bekhouche.

Tissemsilt Des projets en chantier à Lardjem

Plusieurs projets de développement sont en cours de réalisation dans la commune de Lardjem, dans la wilaya de Tissemsilt, a-t-on appris auprès de cette collectivité locale.

Le président de l'Assemblée populaire communale (APC), Sami El Houari, a indiqué à l'APS que la commune a bénéficié d'une enveloppe financière dépassant les 92 millions de dinars, inscrite au titre du budget 2026 dans le cadre du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, ainsi que du programme de soutien au développement social et économique.

Le responsable a précisé que le taux d'avancement des travaux a

dépassé les 20 %, ajoutant que les délais de réalisation ont été fixés à trois mois.

Ces opérations portent notamment sur la réalisation d'un réseau d'assainissement au quartier "Ed-Dekkane", dans le but de prévenir les maladies hydriques, notamment à l'approche de la saison estivale.

Les travaux comprennent également des opérations d'aménagement urbain, avec la réalisation de trottoirs et le renforcement de l'éclairage public, ainsi que la réhabilitation et le revêtement de plusieurs routes dans les quartiers des chouchada "Laâtâb Mohamed" et "Djellal Mokhtar", au centre-ville de Lardjem, selon la même source.

Tiaret De nouveaux projets lancés à Madna

Les travaux de réalisation de sept projets de développement ont été lancés dans la commune de Madna, dans la wilaya de Tiaret, dont une enveloppe financière de l'ordre de 141,3 millions de dinars leur a été consacrée, selon le chef de daïra d'Ain Kermès, Ali Ouardi.

M. Ouardi a précisé que ces projets sont inscrits au titre de l'exercice 2026, détaillant que quatre d'entre eux sont financés dans le cadre du programme de soutien au développement économique et social, deux par autofinancement, tandis que le septième est pris en charge par le Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales.

Une enveloppe de 57,9 millions de dinars a été allouée à la réalisation des projets inscrits dans le cadre du programme de soutien au développement de la région. Ces projets portent notamment sur l'aménagement urbain de la rue principale de la commune, à travers le renouvellement et le pavage des

trottoirs, la généralisation de l'éclairage public, ainsi que la réalisation d'un terrain de proximité dans le quartier Benattallah Djilali et de deux salles d'extension à l'école "Hocine Hocine".

Dans le cadre du même programme, il est également prévu l'installation de 11 citernes de gaz propane au profit de 30 familles résidant dans cinq zones rurales, a ajouté le responsable.

Par ailleurs, dans le cadre du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, un projet de réalisation et d'équipement d'une école primaire sera concrétisé au niveau du regroupement secondaire d'El Mezirâa, pour un coût de 70 millions de dinars. Enfin, dans le cadre de l'autofinancement, des travaux de réhabilitation des salles de classe de l'école "Chaâbane Mohamed" ainsi que de la cantine scolaire de l'école "Yahiaoui Abdelkader" seront réalisés, pour un montant de 13,2 millions de dinars.

Médéa, Blida

Réouverture provisoire des tunnels reliant El Hamdania à Chiffa

Les tunnels reliant El Hamdania (Médéa) à Chiffa (Blida) sur l'autoroute Nord-Sud en direction d'Alger ont été provisoirement rouverts à la circulation, samedi, après la réparation de la panne technique enregistrée, indique un communiqué du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base.

La réouverture des deux tunnels a été supervisée par le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djel-laoui, et les walis de Blida et de Médéa, après s'être assurés que toutes les conditions de sécurité routière étaient garanties au profit des usagers de cet axe névralgique, précise le communiqué, faisant état de la mise en place d'un système de suivi et de contrôle continu au niveau de ces deux ouvrages.

Concernant les travaux toujours en cours au niveau des tunnels reliant Chiffa à El Hamdania en direction de Djelfa, le ministre a donné des instructions à l'effet de prendre des mesures d'urgence, à travers la mobilisation de tous les moyens disponibles, notamment les équipements et les ressources techniques, ainsi que le renforcement des équipes afin d'achever les travaux et de permettre la réouverture des deux tunnels dans les meilleurs délais.

Le ministre a également souligné "la nécessité d'accorder la plus grande importance à la coordination entre les différents intervenants, notamment les services centraux du ministère, les autorités locales et les parties concernées, afin d'assurer le bon déroulement des travaux restants à un rythme accéléré permettant de les achever rapidement, tout en veillant en permanence à garantir la sécurité des usagers de l'autoroute Nord-Sud".

Médéa

18 décharges sauvages éradiquées

Dix-huit décharges non contrôlées disséminées à travers la wilaya de Médéa ont été éliminées et fermées à la faveur d'une vaste opération d'éradication de ce type de décharges entamée en 2025, a-t-on appris auprès de la direction locale de l'environnement.

L'éradication de ces décharges anarchiques vise à préserver le milieu naturel contre toute forme de pollution, réduire le risque d'apparition de foyers de maladies, et à protéger les nappes d'eau d'éventuelles infiltrations de matières nocives pour la santé du citoyen, a fait savoir la directrice de l'environnement, Samira Maameri.

Selon la même responsable,

l'opération d'élimination des points de dépôts illicites de déchets (restes de produits alimentaires-emballage et autres) entamée au début de l'année 2025, a touché des décharges illicites qui présentaient un risque pour la santé des citoyens et l'environnement, localisées, aussi bien en zone rurale qu'à la périphérie des grandes agglomérations urbaines.

Parmi les sites concernés par cette opération, elle a évoqué le cas des communes d'Ouled-Antar, Bouaichoune, Si-Mahdjoub, Tizi-Mahdi, Saneq, El-Omaria, Beni-Slimane, Ksar-el-Boukhari et Tablat, qui datent, pour certaines, de plus de vingt ans.

Les déchets collectés au niveau des communes concernées sont acheminés vers les centres d'enfouissement technique proches des dites communes par des entreprises de collecte et de gestion des déchets, a-t-elle expliqué.

Des enveloppes financières ont été accordées aux communes pour couvrir les dépenses de collecte et de transport des déchets vers les CET de la wilaya, a ajouté cette responsable.

Elle a également fait part de l'organisation régulière d'opérations de nettoyage, de collecte de déchets domestiques et de gravats abandonnés par des particuliers afin de préserver le cadre de vie des citoyens.

Bejaïa

Qualification de près de 4.000 artisans

Près de 4.000 artisans ont bénéficié, depuis janvier 2025 à ce jour, des différents programmes de formation et du test de qualification organisés par la chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) de Bejaïa, a-t-on appris auprès de cette institution.

Les programmes de la formation assurés par la chambre d'artisanat et des métiers, ont permis de former près de 1.200 stagiaires depuis janvier 2025 à ce jour, à travers plusieurs communes de la wilaya, a indiqué à l'APS, Mme Loubna Haroun, directrice de la CAM, soulignant que les femmes représentent la quasi-majorité des bénéficiaires.

Elle a ajouté, à ce propos, que près de 2.800 artisanes et artisans ont bénéficié, durant la même période, de formation dans le cadre du test de qualification, leur permettant d'acquérir ou de valider leurs

compétences dans divers métiers de l'artisanat.

La même responsable a précisé que les diplômes et attestations de qualification délivrés permettront aux artisans de concrétiser leurs projets, notamment à travers l'accès aux différents dispositifs d'aide à l'emploi, en particulier ceux de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), au profit des stagiaires ayant réussi le test de qualification.

Des sessions de formation de perfectionnement ont été également assurées par la CAM, au profit des artisans porteurs de projets, dans plusieurs métiers, dont, la couture, la cuisine traditionnelle, la plomberie et la création et gestion d'entreprise,

entre autres, a-t-elle souligné.

Mme Haroun a également indiqué que la formation aux métiers de l'artisanat est assurée jusque dans les zones rurales reculées de la wilaya, à travers le programme "Warcha", offrant ainsi aux femmes au foyer l'opportunité d'acquérir une formation et de se lancer dans les activités de l'artisanat.

Par ailleurs, la même responsable a souligné que la CAM œuvre en étroite collaboration avec les Assemblées populaires communales (APC) et les associations, afin de permettre aux artisans de la wilaya de bénéficier des différents programmes de formation et d'assurer une plus grande visibilité pour l'artisanat local.

Horaires des prières pour Alger et ses environs				
14 dhou el hidja 1447				
El Fedjr 03h44	Dohr 12h46	Assar 16h37	Maghreb 20h03	Icha 21h41

El Tarf

Plus de 270 millions de dinars pour le traitement des glissements de terrain

Une enveloppe financière de 272 millions de dinars a été allouée au traitement du phénomène des glissements de terrain affectant la route nationale (RN) n 82 sur la section reliant les communes de Bouhadjar et d'Ain Kerma, a-t-on appris, samedi, auprès de la direction des travaux publics.

Le chef du service de l'entretien et de l'exploitation du réseau routier, Abdelaziz Soltani, a précisé à l'APS que dans le cadre de "la lutte contre les glissements de terrain qui ont affecté de nombreux points de certaines routes nationales et chemins de wilaya en raison des intempéries, le secteur a bénéficié, en 2026, de cette enveloppe afin de remédier à ce phénomène sur la RN 82 qui constitue la principale voie d'accès vers les communes du sud de

la wilaya et les wilayas de Souk Ahras et de Guelma".

M. Soltani a ajouté que les travaux, destinés également à la menace pesant sur les automobilistes, seront entamés "dans les prochains jours" sur trois tronçons de cet axe.

Par ailleurs, des travaux destinés à traiter des glissements de terrain seront également entrepris, en parallèle, sur deux tronçons du chemin de wilaya (CW) 105 reliant les communes de Ben M'hidi et Bouhadjar, moyennant un investissement public estimé à 100 millions de dinars, selon la même source.

Le traitement de ces glissements de terrain permettra d'éliminer les principaux "points noirs", en particulier sur la RN 82 qui connaît un trafic très dense, notamment de poids lourds, a-t-on encore souligné.

Constantine

Un centre d'enfouissement bientôt en chantier à Didouche Mourad

La commune de Didouche Mourad, dans la wilaya de Constantine a bénéficié d'un projet de réalisation d'un centre d'enfouissement technique (CET), dont les travaux seront lancés "prochainement", a-t-on appris, samedi des services de la wilaya. Le projet vise à améliorer la prise en charge des déchets ménagers et à mettre fin aux impacts négatifs générés par les décharges sauvages, a précisé la cellule de communication de la wilaya.

Selon les informations fournies par la même source, la réalisation du futur CET s'inscrit dans une démarche de réhabilitation environnementale et de réorganisation du traitement des déchets dans cette partie nord de la wilaya, longtemps confrontée à des difficultés liées à la saturation et à la prolifération des "points noirs" en la matière.

Le futur CET devrait disposer d'une capacité de traitement estimée à près de 50 tonnes de déchets ménagers

par jour, destinées principalement aux besoins de la commune de Didouche Mourad, a-t-on indiqué.

La nouvelle infrastructure sera dotée d'équipements conformes aux normes environnementales en vigueur, notamment des casiers d'enfouissement étanches, des systèmes de collecte et de traitement des lixiviats ainsi que des dispositifs de contrôle des odeurs et des émissions de gaz, a fait savoir la même source.

Des espaces consacrés au tri et à la récupération des matières recyclables devraient également être intégrés au projet afin de promouvoir la valorisation des déchets et de limiter les volumes enfouis, a-t-on ajouté.

Considéré comme un projet stratégique pour la protection de l'environnement et l'amélioration du cadre de vie des habitants, ce CET devrait contribuer à éliminer progressivement les décharges sauvages qui portent atteinte au paysage urbain et à la santé publique.

El-Meniaa

Les réseaux de gaz et d'électricité renforcés

De nouveaux projets de raccordement aux réseaux de gaz naturel et d'électricité ont été mis en service dans plusieurs quartiers de la commune d'El-Meniaa, dans le cadre des efforts visant à améliorer les conditions de vie des habitants, selon un communiqué de la direction locale de Sonelgaz-Distribution.

Pas moins de 220 foyers dans des quartiers de Hmidate, Hdeb Benarfa, le vieux ksar, Ouled Aïcha et Dyar Errag ont été raccordés à un réseau de distribution de gaz naturel de 7,3 km, grâce à une enveloppe globale de 28,4 millions de DA, dont 5,9 millions financés par Sonelgaz, a précisé la même source. Par ailleurs, le quartier de Taghit a bénéficié du raccordement à un réseau électrique de

9,3 km, ainsi que de l'installation de deux transformateurs de 250 kilovoltampère, pour un montant de 65 millions de DA, l'apport de Sonelgaz s'élevant à 11 millions de DA.

Ces projets s'inscrivent dans une dynamique susceptible de renforcer la couverture énergétique (gaz et électricité), d'améliorer le service public et de contribuer au développement local, selon la même source.

En marge de la cérémonie de mise en service de ces projets, le wali d'El-Meniaa, Mokhtar Benmalek, a salué les efforts consentis par la direction de distribution pour poursuivre la concrétisation des projets de renforcement de la couverture énergétique, tout en garantissant un service de qualité aux clients.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs				
14 dhou el hidja 1447				
El Fedjr 03h33	Dohr 12h32	Assar 16h23	Maghreb 19h48	Icha 21h25

La logique de gangster des guerres tarifaires de Trump

WASHINGTON, DC. Au cours de son second mandat, le président Donald Trump a fait de l'extorsion et de la coercition des éléments centraux de la politique américaine, recourant à des droits de douane, des sanctions et d'autres formes de pression économique tant contre ses adversaires que contre ses alliés.



PAR ANNE O. KRUEGER

Ancienne économiste en chef de la Banque mondiale et ancienne première directrice générale adjointe du Fonds monétaire international, est professeure de recherche senior en économie internationale à la School of Advanced International Studies de l'université Johns Hopkins et chercheuse senior au Center for International Development de l'université de Stanford.

Jour après jour, les dégâts causés par cette approche digne d'un gangster — tant pour l'économie américaine que pour l'économie mondiale — deviennent de plus en plus évidents.

Peu après son retour à la Maison Blanche, Trump a clairement indiqué qu'il considérait les droits de douane comme des armes plutôt que comme des instruments de politique commerciale. En avril 2025, il a dévoilé ses droits de douane du « Jour de la Libération », imposant des taxes élevées et spécifiques à chaque pays sur les importations. L'objectif déclaré était de réduire le déficit commercial des États-Unis, bien que les taux fussent largement déconnectés de la réalité économique. Ils visaient plutôt à obtenir des concessions : les pays disposés à abaisser leurs propres barrières commerciales, promettait l'administration, seraient récompensés par une réduction des droits de douane américains.

Dans la pratique, cependant, ces mesures ont créé une immense incertitude, nuisant tant aux exportateurs qu'aux importateurs. Le comportement imprévisible de Trump a aggravé le problème, les taux de droits de douane étant annoncés, suspendus, rétablis et augmentés à plusieurs reprises, sans préavis et sans justification cohérente. La confusion s'est aggravée lorsque les tribunaux ont commencé à riposter. En février, la Cour suprême a jugé que Trump avait outrepassé les pouvoirs tarifaires qui lui étaient conférés par la loi de 1977 sur les pouvoirs économiques d'urgence internationaux. Au début de ce mois, la Cour du commerce international a emboîté le pas, invalidant sa tentative d'imposer un droit de douane forfaitaire de 10 % sur les importations en provenance de presque tous les pays en vertu de l'article 122 de la loi sur le commerce de 1974. Comme on pouvait s'y atten-

dre, l'administration Trump a fait appel de cette décision et déclaré qu'elle chercherait d'autres moyens de maintenir ses droits de douane en place. Elle a déjà engagé des procédures contre 16 pays accusés de se livrer à des pratiques commerciales déloyales. Mais alors que la Cour suprême semble de plus en plus sceptique face aux tentatives de Trump de gouverner par décret, celui-ci pourrait avoir du mal à imposer le type de régime tarifaire radical qu'il envisage depuis longtemps.

Malgré tout, Trump a réussi à transformer les droits de douane en une sorte de racket de protection, utilisant les négociations commerciales pour faire pression sur ses partenaires commerciaux — notamment le Japon, la Corée du Sud, Taiwan, l'Arabie saoudite et l'Union européenne — afin qu'ils injectent des sommes colossales dans l'économie américaine.

Les accords conclus avec le Japon et la Corée du Sud illustrent la nature de la diplomatie tarifaire de Trump. Son administration a pris pour cible ces deux pays en imposant des droits de douane de 25 % sur leurs exportations automobiles, pilier de leurs économies. Le tarif japonais a ensuite été porté à 27,5 %, puis ramené à 15 % après que le Japon eut accepté d'importer davantage de produits agricoles américains, notamment du riz, et de s'engager à investir 550 milliards de dollars pour « reconstruire et développer les industries américaines clés » telles que les semi-conducteurs, les produits pharmaceutiques et la construction navale.

Tel un mafieux chevronné, Trump a cherché à monter un pays contre l'autre, utilisant l'accord avec le Japon pour faire pression sur la Corée du Sud afin qu'elle investisse 350 milliards de dollars aux États-Unis en échange d'une réduction de son taux de droits de douane à 15 %. Compte tenu de la dépendance de la Corée du Sud à l'égard du parapluie de sécurité américain, son parlement a adopté à contrecœur une loi créant un fonds destiné à financer ces investissements. Cela n'a toutefois pas suffi : en janvier, Trump a relevé les droits de douane sur les produits sud-coréens à 25 % après avoir accusé le pays de ne pas respecter ses engagements. La réticence de la Corée du Sud n'avait rien de surprenant. En vertu de l'accord, les États-Unis contrôlèrent de facto l'affectation des fonds sud-coréens, le secrétaire au Commerce Howard Lutnick dirigeant un comité d'investissement chargé de sélectionner les projets et de les soumettre à Trump pour approbation.

Les investissements eux-mêmes n'ont pas non plus beaucoup de sens sur le plan économique. S'ils étaient

véritablement rentables, les entreprises privées les entreprendraient de leur propre chef. Au contraire, bon nombre des secteurs ciblés sont précisément ceux dans lesquels les coûts de production américains sont bien supérieurs à ceux des concurrents étrangers. La construction navale, un secteur où la Corée du Sud est un leader mondial, en est un excellent exemple.

Certes, la rentabilité dépend de bien plus que d'une production efficace. Les impôts, les subventions et d'autres politiques gouvernementales ont également leur importance. Mais dès lors que les capitaux étrangers sont orientés vers des entreprises favorisées par le pouvoir politique, la frontière entre libre entreprise et clientélisme industriel soutenu par l'État disparaît. L'extorsion ne s'arrête pas là. Une fois le capital et les intérêts remboursés, 90 % des bénéfices restants reviendraient aux États-Unis, alors même qu'ils n'ont contribué en rien à l'investissement initial. Des questions clés restent également sans réponse : comment ces accords seront-ils appliqués ? Combien d'argent public sera finalement injecté dans des entreprises privées ? Et les projets eux-mêmes feront-ils l'objet d'une analyse coûts-bénéfices sérieuse ?

Selon toute définition raisonnable, il ne s'agit pas tant d'accords d'investissement que de paiements de tribut ou, pire encore, de corruption. De plus, il est loin d'être certain que la Corée du Sud, ou n'importe quel autre pays, puisse assumer des engagements de cette ampleur sans subir de graves dommages économiques. L'ironie est difficile à manquer. Trump a justifié ses droits de douane comme un moyen de réduire les déficits commerciaux et courants des États-Unis. Pourtant, si ces afflux massifs d'investissements se concrétisent, ils risquent de renforcer le dollar, d'augmenter les importations nettes et d'aggraver les déficits commerciaux que son régime tarifaire était censé viser.

Pire encore, l'approche de Trump envoie un message sans équivoque aux entreprises américaines et aux gouvernements étrangers : les États-Unis n'adhèrent plus aux principes du libre marché.

Au contraire, ils sont de plus en plus disposés à utiliser leur puissance économique pour soutirer des ressources à des pays plus faibles en brandissant la menace de droits de douane. Une fois que le favoritisme politique supplante la concurrence de marché en tant que principe organisateur du commerce international, les distorsions qui en résultent ne manqueront pas de se répercuter sur l'économie mondiale.

Le déclin américain à la vue de tous

BERLIN. Lors de son récent voyage à Pékin, le président américain Donald Trump, l'homme le plus puissant du monde, était accompagné de nombreuses personnalités du monde des affaires, de la finance et de la technologie américaines, qui comprennent toutes l'importance de maintenir des relations de travail avec la Chine.



PAR BY JOSCHKA FISCHER

Joschka Fischer, ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier allemand de 1998 à 2005, a été l'un des dirigeants du Parti vert allemand pendant près de 20 ans.

Pour le reste du monde, il s'agissait d'une évolution positive, car nous devrions tous souhaiter que les deux plus grandes puissances mondiales communiquent directement entre elles. Les hôtes chinois de Trump l'ont accueilli en grande pompe — avec notamment des enfants agitant des drapeaux — et il leur a rendu la pareille en couvrant d'éloges le président chinois Xi Jinping.

Au-delà du spectacle, cependant, les résultats du sommet ont été maigres. Il semble y avoir eu peu de progrès sur des questions de fond comme le commerce, et (à notre connaissance) aucun nouveau contrat d'approvisionnement majeur n'a été conclu pour l'industrie et l'agriculture américaines, ni d'efforts coordonnés pour résoudre des conflits internationaux majeurs tels que les guerres en Ukraine et dans le Golfe.

Mais les images de cette visite au sommet parlaient d'elles-mêmes. Trump s'est retrouvé dans le rôle plutôt inhabituel de suppliant. Tout le monde savait qu'il souhaitait l'aide de la Chine pour sortir de l'impasse dans la région du Golfe, où son « excursion » ratée a livré à l'Iran le contrôle stratégique de facto du détroit d'Ormuz et fait monter en flèche les prix du pétrole et du gaz. Le désespoir de Trump était manifeste dans son attitude ; il n'y avait ni fanfaronnade ni hyperbole. Il n'y avait plus aucune tra-

ce de cette image qu'il se fait de lui-même en tant que maître du monde. Xi, en revanche, est le dirigeant de la puissance montante la plus importante du XXI^e siècle. Presque dès que l'Air Force.

On a atterri, il a souligné cette réalité stratégique, met tant en garde Trump contre le « piège de Thucydide » : la tendance d'une hégémonie en déclin à se surestimer en essayant de contenir un challenger émergent (la dynamique qui a entraîné Athènes et Sparte dans la guerre du Péloponnèse).

Xi faisait ici référence à Taiwan — principal point de friction de la rivalité stratégique actuelle — à la suite de l'approbation par le Congrès d'un programme d'armement américain de plusieurs milliards de dollars destiné à l'île. Alors que Xi s'exprimait avec assurance, la réponse de Trump était évasive et défensive. Il a même qualifié ce programme d'armement de « monnaie d'échange », soulevant ainsi une question potentiellement existentielle non seulement pour Taiwan, mais pour toute l'Asie de l'Est : les États-Unis défendraient-ils vraiment leurs partenaires et alliés dans la région si nécessaire ?

Au final, Xi avait toutes les raisons d'être satisfait de ce sommet. C'est lui qui dicte désormais l'agenda de la confrontation stratégique entre la Chine et les États-Unis — ou ce que la Chine appelle « une relation de stabilité stratégique ».

Pendant ce temps, la crédibilité américaine a subi un nouveau coup dur. De l'Europe à l'Asie de l'Est, en passant par le reste du monde, les gens se demanderont de plus en plus quelle est, le cas échéant, la valeur réelle des engagements et des accords américains.

Ce n'est pas une mince affaire. La crédibilité est une monnaie qui façonne et régit les relations entre les États. Les États-Unis devraient le comprendre, compte tenu du succès avec lequel ils ont accumulé et déployé cette monnaie de crédibilité tout au long de la guerre froide et pendant les années qui ont suivi. L'Amérique est devenue l'hégémon incontesté et le pilier de l'économie mondiale pré-

cisément parce que les autres la considéraient comme une puissance sérieuse qui tiendrait ses promesses.

Mais aujourd'hui, une lutte hégémonique oppose deux superpuissances, et la visite de Trump à Pékin a renforcé la perception, déjà largement répandue en Chine et dans le monde entier, que les États-Unis sont en déclin. Trump lui-même porte une grande part de responsabilité dans cette situation, compte tenu de la ferveur avec laquelle il a sapé les alliances américaines, utilisé la position des États-Unis au sein de l'ordre international comme une arme et s'est précipité dans une guerre désastreuse de son propre choix qu'il semble incapable de gagner.

Si l'on examine la politique étrangère de Trump — et la façon dont il sape systématiquement le statut de superpuissance américaine et ses alliances, en particulier par ses actions envers la Chine —, on ne peut s'empêcher de le voir, ironiquement et malheureusement, comme le meilleur ami de Xi. Mais le châtiment de Trump n'est qu'une maigre consolation pour l'Europe.

Malgré tous nos conflits avec l'actuelle administration américaine, nous ne pouvons pas nous livrer à la schadenfreude, car nous sommes dans le même bateau du déclin occidental (surtout du point de vue de la Chine). La seule différence est que l'Europe coule encore plus vite que les États-Unis. Les États-Unis, au moins, resteront la première puissance de l'Occident, même si Trump lui-même n'a aucun intérêt à préserver ce concept ni les valeurs libérales et démocratiques qu'il représente.

La visite de Trump à Pékin n'a été rien d'autre qu'une mise au point. Elle a démontré la relative faiblesse des États-Unis et de l'Occident face à la République populaire et, plus largement, au Sud global. Pour l'Europe, le défi consistant à atteindre et à renforcer son autonomie stratégique n'en est devenu que plus urgent. L'Europe possède encore des atouts technologiques et industriels considérables, mais elle devra veiller à ne pas être divisée — ou tout simplement écrasée — dans le duel hégémonique à venir.

La politique monétaire à l'ère des chocs mondiaux sur l'offre

TOKYO - Alors que les ministres des Finances du G7 se réunissaient à Paris ce mois-ci, le marché obligataire nous révélait ce que leurs communiqués officiels ne disaient pas.



PAR BY SEBNEM KALEMLI-ÖZCAN

Professeure d'économie à l'université Brown et directrice du Global Linkages Lab, est une ancienne conseillère politique principale au Fonds monétaire international et ancienne économiste en chef pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord à la Banque mondiale.

Le rendement des bons du Trésor américain à 30 ans a atteint 5,2 % le 19 mai — son plus haut niveau depuis 2007 — tandis que le Bund allemand à 10 ans atteignait son plus haut niveau depuis 15 ans et que l'obligation d'État japonaise à 30 ans établissait un nouveau record.

Ces mouvements sont survenus après que la Réserve fédérale américaine a décidé, en avril, de maintenir ses taux entre 3,5 % et 3,75 %, le Comité fédéral de l'open market étant plus divisé qu'il ne l'avait été depuis trois décennies. De l'autre côté de l'Atlantique, les marchés estiment à 85 % la probabilité d'une hausse des taux de la Banque centrale européenne d'ici décembre. Après cinq années passées à entendre que l'inflation était transitoire, puis maîtrisée, puis à nouveau transitoire, les investisseurs en ont conclu autrement.

La politique monétaire évolue dans un nouvel environnement, dans des conditions fondamentalement différentes de celles pour lesquelles le ciblage moderne de l'inflation a été conçu. Le cadre orthodoxe a été construit pour un monde où la plupart des chocs macroéconomiques affectaient la demande, où les perturbations de l'offre agré-

gée ou sectorielle étaient suffisamment mineures pour être « ignorées », et où les banques centrales pouvaient s'appuyer sur une courbe de Phillips stable reliant la marge de manœuvre du marché du travail à une inflation plus faible. Malheureusement, aucune de ces hypothèses ne convient à un monde géopolitiquement fragmenté, caractérisé par des chocs d'offre fréquents.

Prenons l'exemple de la crise du COVID-19. Dans une présentation donnée en juin 2022 lors du Forum de la BCE sur la banque centrale, mes coauteurs et moi-même avons examiné l'inflation sous l'angle de la demande globale, de la demande sectorielle et des chocs d'offre sectoriels. Le résultat qui a le plus surpris les lecteurs — bien qu'il n'aurait pas dû — était que plus des deux tiers de l'inflation de la zone euro entre fin 2019 et fin 2021 provenaient de l'extérieur de la zone euro, s'étant propagés à travers les réseaux de production mondiaux.

Les perturbations du côté de l'offre dans les secteurs étrangers, propagées par les liens d'entrées-sorties et amplifiées par le glissement de la consommation des services vers les biens, ont représenté l'essentiel de la pression sur les prix. La demande globale intérieure a joué un rôle, mais pas autant que le supposait le débat politique. L'interaction entre la demande globale et les chocs d'offre sectoriels s'est avérée plus déterminante.

Dans un scénario où l'offre est contrainte, où le réseau de production mondial est fragmenté (c'est-à-dire qu'il comprend de nombreuses entreprises de tailles différentes réparties dans de nombreux secteurs et lieux) et où la demande est stimulée par des mesures de relance budgétaire ou monétaire ou par l'essor des marchés boursiers, l'inflation est plus forte que dans une économie sans contrainte d'offre. Les politiques visant à gérer la demande globale ne peuvent pas éliminer les distorsions dans les réseaux mondiaux, car la politique monétaire est un instrument national. À

mesure que le compromis entre inflation et production s'aggrave, la désinflation devient plus coûteuse.

Au cours de la période de désinflation de 2022-2024, la Fed a relevé son taux directeur de 525 points de base en 16 mois, agissant plus rapidement et plus radicalement que n'importe quelle autre banque centrale du G7, et l'inflation américaine a bien baissé, passant d'un pic de 9,1 % en juin 2022 à environ 3 % à la mi-2023. La BCE ayant tardé à amorcer son resserrement et étant contrainte par une reprise plus faible et un choc énergétique (lié à l'invasion russe de l'Ukraine) qu'elle ne pouvait contrôler, la désinflation dans la zone euro a pris plus de temps. Et au Royaume-Uni, qui a subi la plus forte pression de répercussion des coûts énergétiques, le processus a pris encore plus de temps.

Les discours conventionnels attribuent ces différences de rythme de désinflation à des différences dans la composition de l'inflation sous-jacente. Mais ce n'est pas toute l'histoire. Le facteur le plus important a été la crédibilité de la banque centrale. Les anticipations d'inflation à long terme aux États-Unis n'ont pratiquement pas bougé de 2 %, car la Fed a convaincu les marchés qu'elle ferait tout ce qui était nécessaire.

En d'autres termes, c'est la crédibilité qui a fait l'essentiel du travail. Les hausses de taux effectives ont eu moins d'importance que la conviction du marché que d'autres suivraient si nécessaire. Il n'existe qu'un seul mécanisme par lequel la politique monétaire peut stabiliser l'inflation du côté de l'offre à moindre coût : en garantissant que personne ne prendra la peine d'intégrer une spirale salaires-prix dans ses prix, car tout le monde sait que la banque centrale ne la tolérerait jamais.

C'est pourquoi la configuration actuelle est bien plus difficile que la précédente. En 2022, les banques centrales ont dû faire face à deux chocs d'offre : la pandémie et l'invasion à grande échel-

le de l'Ukraine par la Russie. En 2026, elles sont confrontées à une succession d'événements qui s'ajoutent à ces chocs antérieurs : les droits de douane, suivis de la guerre en Iran. Les attaques du gouvernement américain contre l'indépendance de la banque centrale n'auraient donc pas pu survenir à un pire moment. Quelque 62 % des gestionnaires de fonds s'attendent désormais à ce que le rendement des bons du Trésor à 30 ans atteigne 6 %, non pas parce qu'ils prévoient l'incompétence de la Fed, mais parce qu'ils perçoivent les contraintes sous lesquelles celle-ci opère.

Nous avons déjà vu ce scénario se dérouler dans les marchés émergents. En Turquie, l'ingénierie politique soutenue dans la politique monétaire a fait passer l'inflation de moins de 20 % en 2021 à plus de 80 % en 2022, déclenchant un cycle qui n'a pu être inversé qu'au prix de mesures extrêmes et de souffrances considérables. Et l'Argentine, bien sûr, répète ce scénario depuis des décennies.

Le mécanisme est toujours le même. La banque centrale perd la liberté de réagir avant que les anticipations d'inflation ne se concrétisent ; elle reste à la traîne, et le coût de la désinflation augmente d'un ordre de grandeur. L'intérêt de s'assurer d'avoir une banque centrale crédible est précisément de ne pas avoir à découvrir à quel point on est crédible au moment où cela compte vraiment. Les marchés obligataires nous indiquent trois choses. Premièrement, l'inflation n'est plus un problème isolé à résoudre au niveau national ; elle est de nature mondiale, reflétant les chocs d'offre fréquents dans un monde économiquement fragmenté. Deuxièmement, une relance budgétaire face aux chocs d'offre actuels est la pire réponse possible, et la politique monétaire ne peut à elle seule la compenser. Et troisièmement, l'indépendance de la banque centrale est moins coûteuse à défendre lorsqu'elle n'est pas encore menacée, et plus coûteuse à rétablir une fois qu'elle a été perdue. Les marchés ont vu venir le coup. Les gouvernements doivent eux aussi ouvrir les yeux.

L'avenir appartiendra aux économies durables

PARIS-
Les préoccupations environnementales et climatiques semblent reculer à travers le monde.



PAR BRUNO BOUYGUES ET BERTRAND BADRÉ²



1- PDG de GYS, un groupe industriel spécialisé dans les équipements de soudage, les chargeurs de batteries et les systèmes de réparation de carrosserie automobile, présent dans 132 pays.
2- Ancien directeur général et directeur financier de la Banque mondiale, président du comité consultatif de Project Syndicate, ainsi que fondateur et associé directeur de Blue like an Orange Sustainable Capital, est l'auteur de l'ouvrage intitulé *Can Finance Save the World?* (Berrett-Koehler, 2018).

Le terme « durabilité » présente une connotation de plus en plus politique, l'administration Trump tourne ouvertement en dérision les critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) des entreprises, tandis que de nombreuses sociétés relèguent au second plan leurs engagements en direction du zéro émission nette.

Une autre réalité intervient néanmoins sous la surface. Malgré l'existence d'un rejet politique et culturel de la « durabilité », la transition économique mondiale vers des technologies énergétiques plus propres et vers l'électrification est tout aussi concrète.

Les travaux d'élaboration de normes de durabilité pour les entreprises se poursuivent en effet. De plus en plus de juridictions adoptent le cadre de communication d'informations de l'Inter-

national Sustainability Standards Board, de même que les normes European Sustainability Reporting Standards demeurent en vigueur en Europe. En dépit de leurs différences, ces initiatives convergent en direction d'une architecture mondiale unique.

Cette convergence est motivée non seulement par des réglementations complémentaires, mais également par les plus grands pools de capitaux mondiaux. Fonds de pension, fonds souverains, bilans des compagnies d'assurance et institutions de financement du développement sont de plus en plus liés par des engagements zéro émission nette, par un reporting aligné sur la taxonomie, ainsi que par des cadres de gestion des risques liés à la transition.

Il ne s'agit pas d'une tendance passagère. Nous assistons à une réévaluation fondamentale, qui s'applique progressivement à travers des décisions fiduciaires et prudentielles. Les entreprises capables de produire des stratégies crédibles de réduction des émissions de carbone sont reconnues comme des actifs investissables, et peuvent souvent emprunter à des conditions financières plus attractives. Celles qui n'y parviennent pas s'exposent au risque d'être évaluées en conséquence.

Il est peu probable que ces signaux changent. La pandémie de COVID-19 ainsi que les guerres en Ukraine et désormais en Iran ont redéfini la question de la durabilité, qui concerne désormais autant la souveraineté et la sécurité économique que la planète. La réduction de la dépendance aux combustibles fossiles constitue le chemin le plus direct vers la sécurité énergétique, de la même manière que des chaînes d'approvisionnement plus courtes renforcent la résilience industrielle, et que les flux de matières circulaires garantissent l'autonomie stratégique. Les capitaines d'industrie et les stratèges de la sécurité nationale s'inspirent de plus en plus du même manuel.

Bien entendu, il a fallu du temps à l'Occident pour en prendre conscience, par opposition à une Chine qui a fait ce choix stratégique il y a des années déjà, en œuvrant pour devenir la première puissance durable au monde. La Chine fabrique aujourd'hui environ 80 % des panneaux solaires de la planète, domine les chaînes d'approvisionnement de batteries, et développe rapidement les technologies de l'hydrogène vert, de l'éolien offshore ainsi que de la mobilité électrique. Les technologies propres constituent aujourd'hui la frontière concurrentielle de l'économie mondiale, une

frontière que la Chine entend faire sienne.

Les fabricants européens et américains sont confrontés à un concurrent redoutable, soutenu par l'État. Pour autant, la transition énergétique mondiale constitue par définition une tâche colossale. La question n'est pas de savoir si cette histoire sera écrite, mais par combien de coauteurs.

L'Europe est favorablement positionnée dans ce domaine, forte d'une expertise industrielle approfondie, d'institutions d'ingénierie de classe mondiale, d'un système financier avancé, mais surtout du cadre réglementaire le plus élaboré au monde pour la création de produits durables et la mobilisation de capitaux durables. Le Pacte vert pour l'Europe, la directive sur le reporting de durabilité des entreprises (CSRD) ainsi que le système de passeport produit numérique constituent bien davantage que de simples régimes de conformité ; ils forment l'infrastructure nécessaire à la construction d'une économie industrielle durable. L'Europe se distingue comme le marché le plus exigeant au monde. Tout fabricant respectueux des normes européennes détient de facto une certification, qui devrait être reconnue partout.

L'Europe peut faire le choix de considérer cette architecture comme un périmètre défensif, ou de la déployer comme une plateforme ouverte. Cette deuxième voie — celle de la collaboration avec le Japon, la Corée du Sud, le Canada et les économies émergentes disposées à établir des normes interopérables ainsi qu'à partager leurs capacités techniques — positionnerait l'Europe comme l'autorité de référence d'une économie durable véritablement mondiale, un rôle qu'elle a tout intérêt à jouer.

L'actuelle transformation industrielle mondiale ne constitue cependant pas un sujet de débat politique. Elle s'inscrit dans une séquence historique. L'industrie européenne a travaillé sur de nouveaux processus de certification de la qualité dans les années 1990, sur des notations de durabilité dans les années 2010, et sur un resserrement marqué de la réglementation relative aux produits jusqu'en 2025. Intervient désormais un quatrième acte, celui du déploiement de passeports numériques associés aux produits, d'un financement aligné sur la taxonomie, ainsi que de la comptabilité carbone sur les marchés publics. Les récents comportements de rejet politique n'ont pas inversé cette tendance, et n'y parviendront pas.

Trois implications en résultent pour les décideurs

politiques, les dirigeants industriels et les institutions financières. Premièrement, il est nécessaire que les fabricants soient soutenus dans cette transition, et non protégés contre elle. L'Europe a besoin d'un effort coordonné pour aider les entreprises industrielles de taille moyenne — colonne vertébrale de l'emploi et de l'innovation sur le continent — à développer leurs capacités numériques et de reporting, en associant des banques nationales de développement, telles que Bpifrance, KfW et Cassa Depositi e Prestiti, à des capitaux privés ainsi qu'à des programmes de mentorat. Les subventions qui n'aboutissent qu'à un ralentissement des progrès ne constituent pas la solution.

Deuxièmement, le système européen de passeport produit numérique doit être considéré comme une infrastructure partagée, et non comme une charge réglementaire. Les mécanismes de délivrance, de vérification et d'échange de données relatives aux produits sur les chaînes d'approvisionnement mondiales seront à la nouvelle économie industrielle ce que les réseaux de messagerie de paiement sont à la finance. L'Europe peut jouer un rôle constructif majeur dans la définition des normes, à condition qu'elle travaille aux côtés de ses partenaires commerciaux, et non contre eux. Troisièmement, la diplomatie commerciale européenne doit s'aligner sur cette architecture réglementaire. Plutôt que de traiter les normes environnementales comme des monnaies d'échange, il est nécessaire que l'Europe reconnaisse les cadres équivalents là où ils existent, et qu'elle invite ses partenaires à converger vers des méthodologies communes. La légitimité des normes européennes repose précisément sur leur caractère non discriminatoire.

Les entreprises qui définiront la compétitivité industrielle dans dix ans œuvrent d'ores et déjà dans le cadre du quatrième acte : garantie de la traçabilité numérique, adoption de la comptabilité carbone, alignement sur les critères de taxonomie, et transformation de la conformité en avantage commercial. Ces entreprises émergent actuellement en France, en Allemagne, en Italie, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni, au Japon, en Corée du Sud et dans d'autres économies partenaires.

Durabilité et compétitivité ne sont pas des priorités concurrentes. Elles constituent un même projet, observé sous deux angles. Il est essentiel de comprendre que cette convergence n'est pas une mode passagère, mais un véritable changement structurel, pour mettre en œuvre les politiques économiques et financières les plus adaptées à la frontière qui se dessine.

EN Anthony Mandrea à Alger



Anthony Mandrea sera-t-il maintenu pour faire partie du groupe convoqué pour la coupe du monde ? Alors que tout semblait indiquer la fin de son aventure mondiale après sa grave blessure à l'épaule, le portier algérien a créé la surprise avant-hier matin en signant sa présence à Alger. Le gardien de but a en effet partagé une photo sur son compte Instagram montrant clairement l'autoroute d'Alger, laissant fortement penser qu'il a rejoint la capitale algérienne en plein rassemblement des Verts.

Une présence inattendue

qui relance immédiatement les spéculations autour d'un possible retour dans les plans de Vladimir Petkovic. Il y a encore quelques semaines pourtant, tout semblait terminé pour Mandrea. Victime d'une blessure sérieuse à l'épaule à l'entraînement avec le SM Caen, le gardien avait été contraint de renoncer au Mondial dès l'annonce d'une opération chirurgicale. Un coup dur qui semblait avoir définitivement fermé la porte du Mondial au portier. Mais cette arrivée soudaine à Alger change forcément la donne. Même si Mandrea poursuit toujours

actuellement sa rééducation et qu'aucune information officielle n'a encore filtré sur son état physique exact, une présence auprès du groupe pourrait traduire une volonté du staff de l'intégrer malgré tout au rassemblement, au moins pour accompagner les Verts avant le départ vers les États-Unis. Reste désormais à savoir si Petkovic envisage réellement un retour in extremis du gardien dans la liste finale ou s'il s'agit simplement d'une visite symbolique au groupe. Enfin, tout s'éclaircira cet après-midi lors de la conférence de presse du sélectionneur national.

MC Oran Les supporters du Mouloudia exigent un recrutement de qualité

M. Zeggai

Les spéculations sur la préparation de la saison prochaine ont déjà commencé au Mouloudia d'Oran autour des départs et des futures recrues. Le dossier du recrutement tient en haleine le grand public des «Rouge et Blanc» ainsi que la liste des joueurs appelés à quitter le club. L'objectif est clair : reconstruire une équipe compétitive capable de répondre à l'attente des supporters et mettre fin à cette léthargie du club. Cherif El Ouazani, qui cumule actuellement les fonctions d'entraîneur et de directeur sportif, aurait finalisé la feuille de route du prochain exercice.

A cet effet, les responsables du MCO sont appelés à éviter les erreurs commises lors des précédentes saisons tout en s'efforçant à poser les bases d'un véritable projet pour permettre au Mouloudia d'Oran de retrouver leur standing d'antan. Ainsi donc, les responsables du club oranais, plus particulièrement le président du conseil d'administration, Hicham Guenad, le manager général, Zoubir Ouasti, l'entraîneur et DTS, Cherif El Ouazani et le président du CSA/MCO, Baroudi Belalou, sont attendus au

tourant. Certains observateurs estiment que les dirigeants ne semblent pas orientés vers une ambition de titre. Ce sentiment traduit une forme de scepticisme quant à la capacité du projet actuel à rivaliser pour les objectifs majeurs, et reflète également une forte pression populaire, souvent exprimée sur les réseaux sociaux et dans les tribunes, autour des performances et de certains choix. Selon nos informations, le blocage de plusieurs opérations de recrutement serait lié à des désaccords internes au sein de la direction.

Dans un ton quelque peu critique adressé à la direction du MCO, de nombreux supporters estiment qu'il serait préférable de faire appel à des compétences plus adaptées. Cette interpellation vise notamment les membres du conseil d'administration. Le message traduit une exaspération croissante autour de la gestion du club et du manque de visibilité sur la stratégie de recrutement dans un contexte où les supporters attendent un projet solide et structuré. Par ailleurs, certaines rumeurs parlent d'un retour de Cherif El Ouazani au poste de directeur sportif : le club s'active pour finaliser

l'arrivée d'un nouvel entraîneur en vue de la prochaine saison. Selon plusieurs sources concordantes, le nom de Djilali Bahloul est cité avec instance. Côté arrivées, on annonce pour le moment la venue de Matouti, l'attaquant gabonais de l'USMK, Bayazid, libéré par le MCA, ainsi que Baouche et Tabti en, attendant la confirmation.

Par ailleurs, la fuite des jeunes talents vers d'autres clubs continue de susciter des interrogations quant à la gestion de ce dossier. Là, la responsabilité de Cherif El Ouazani, en tant que directeur sportif du club, et Kheladi Mehmda, le DTS des catégories jeunes est engagée. Selon certaines indiscretions, il y a un manque flagrant dans le travail de concertation entre ces deux responsables.

Cela nous a été confirmé par un ancien joueur proche du club. Une question s'impose : comment envisager une politique sportive cohérente et efficace, notamment en matière de valorisation des jeunes, de leur suivi et leur protection par des contrats professionnels, en l'absence totale de coordination entre les deux pôles stratégiques ? La question reste posée.

Les Verts de l'Europe Mercato : Soudani rebondit en Croatie

El Arbi Hillel Soudani s'apprête à écrire une nouvelle page de sa riche carrière en revenant en Croatie, un pays où il a déjà laissé une empreinte forte. Soudani a rejoint le NK Kustošija, pensionnaire de deuxième division croate, après son passage à NK Maribor en Slovaquie. Soudani reste une figure marquante du football algérien. Passé par le Dinamo Zagreb, où il s'est imposé comme l'un des joueurs étrangers les plus influents de l'histoire du club. Après trois saisons solides sous les couleurs de NK Maribor, où il a disputé 96 matchs pour

36 buts, le joueur a choisi de revenir dans un championnat qu'il connaît parfaitement.

Désormais, c'est sous les couleurs de NK Kustošija que l'attaquant algérien poursuivra sa carrière. Son arrivée est perçue comme un renfort majeur, tant sur le plan sportif que mental. Son professionnalisme et son vécu en compétitions européennes constituent des atouts précieux pour sa nouvelle équipe. A 38 ans, Soudani continue ainsi d'écrire une histoire remarquable dans le football européen, entre constance, longévité et attachement à la Croatie.

• France : Nice se maintient en Ligue 1 grâce à un Algérien

L'OGC Nice a assuré son maintien en Ligue 1 française s'imposant dans la difficulté face à l'AS Saint-Etienne, avant de dérouler. Au match-aller, chez les Verts, les Niçois ont fait match nul 0-0. Au match-retour à domicile, les sudistes ont ouvert le score par Jonathan Clauss à la 62' mais leurs adversaires ont égalisé dans la foulée sur penalty. Incorporé à la mi-temps, le jeune Kail Boudache a réussi à marquer le but du 2-1. Score final 4-1 qui permet à Nice d'assurer son maintien en Ligue 1.

Athlétisme / Ligue de Diamant 2026 Etape de Stockholm Slimane Moula engagé sur le 800 mètres

Le demi-fondiste algérien Slimane Moula s'alignera sur le 800 mètres du meeting de Stockholm, prévu dans la soirée du 7 juin prochain en Suède, dans le cadre de la cinquième étape de la Ligue de Diamant 2026, suivant la liste d'admission. Plusieurs autres stars mondiales du demi-fond ont confirmé leur participation à ce rendez-vous, notamment, le Kenyan Emanuel Wanyonyi et le Canadien Marco Arop, qui avaient décroché les deux premières places aux Jeux Olympiques de Paris-2024, respectivement en 1:41.19 et 1:41.20. Il s'agit de la première grande course internationale pour Moula depuis la fin de son dernier programme préparatoire, lui dont le meilleur chrono sur 800 mètres est de 1:42.77. Quinze étapes



sont inscrites au programme de cette édition 2026 de la Ligue de Diamant, dont les deux premières se sont déroulées les 16 et 23 mai courant en Chine, respectivement à Shanghai et à Xiamen. Les autres étapes se dérouleront comme suit : le 31 mai à Rabat (Maroc), le 4 juin à Rome (Italie), le 7 juin à Stockholm (Suède), le 10

juin à Oslo (Norvège), le 19 juin à Doha (Qatar), le 28 juin à Paris (France), le 4 juillet à Eugène (Etats Unis), le 10 juillet à Monaco, le 18 juillet à Londres (Grande Bretagne), le 21 août à Lausanne (Suisse), le 23 août en Pologne, le 27 août à Zurich (Suisse) et enfin, les 4-5 septembre à Bruxelles (Belgique).

Jeux méditerranéens-2026 Tirage au sort des sports collectifs Des groupes relevés pour les sélections algériennes

Le tirage au sort des sports collectifs des Jeux méditerranéens de Tarente-2026 (21 août - 3 septembre), effectué en Italie, a placé les sélections algériennes dans des groupes relevés mais abordables dans plusieurs disciplines, offrant aux représentants nationaux de belles perspectives de qualification au second tour.

Organisée à l'Aula Magna du département ionien de l'Université de Bari Aldo Moro, la cérémonie du tirage s'est déroulée en présence du secrétaire général du Comité international des Jeux méditerranéens (CIJM), Iakovos Filippousis, ainsi que des membres de la commission de coordination des Jeux de Tarente-

2026. En football masculin, l'Algérie évoluera dans le groupe B aux côtés du pays hôte, l'Italie, du Kosovo et de l'Albanie. Les Verts auront fort à faire face à la Squadra Azzurra, favorite du groupe, mais disposent d'arguments pour viser une qualification. Chez les dames, la sélection algérienne de football a hérité du groupe A en compagnie de l'Espagne, du Portugal et du Maroc. Un groupe difficile dominé par les Ibériques, mais qui promet également de belles confrontations. En handball masculin, l'Algérie croquera le fer dans le groupe B avec la Tunisie, la Grèce et Chypre. Le duel maghrébin entre Algériens et Tunisiens devrait constituer l'une des affiches phares du premier tour. La sélection

féminine algérienne de handball disputera quant à elle un championnat sous forme de groupe unique réunissant l'Algérie, la Grèce, l'Italie, le Kosovo, la Macédoine du Nord et la Tunisie. En volley-ball féminin, les Algériennes ont été versées dans le groupe B avec la Turquie, la Grèce, le Kosovo et la Macédoine du Nord. Une poule équilibrée où les coéquipières algériennes tenteront de décrocher une place qualificative. Chez les hommes, l'équipe nationale de volley-ball a hérité du groupe D aux côtés de l'Egypte et de la Serbie, dans ce qui apparaît comme l'un des groupes les plus relevés du tournoi. En Basket 3x3 féminin, l'Algérie partagera le groupe D avec la Turquie, la Tunisie et Chypre.

Inde

L'exode annoncé des migrants du Bangladesh

Ces derniers jours, plus de 200 d'entre eux se sont massés spontanément devant le poste frontière de Hakimpur, à 80 km de la mégapole de Calcutta, dans le but de rentrer au pays en échappant aux foudres des autorités indiennes.

«On nous a dit de partir immédiatement, ou bien le gouvernement prendrait des mesures plus fermes», explique à l'AFP Hasina Bibi, 45 ans, en étreignant sa fille de 4 ans.

«Nous étions venus ici (en Inde) dans l'espoir de trouver un emploi», poursuit la mère de famille, inquiète, «mais nous voulons désormais rentrer au Bangladesh, même si nous ignorons tout de ce qui nous y attend».

Début mai, le Bharatiya Janata Party (Parti nationaliste indien, BJP) de M. Modi, au pouvoir à New Delhi depuis 2014, a été proclamé vainqueur des élections au Parlement du Bengale occidental en se faisant fort «d'identifier, interpeller et expulser» les migrants clandestins.

Peuplé de 100 millions d'habitants, dont 30% de confession musulmane, l'Etat était dirigé depuis 2011 par Mamata Banerjee, une féroce adversaire du Premier ministre.

Sitôt investie, la nouvelle majorité du BJP a ordonné l'ouverture de centres de détention à l'intention des migrants en situation selon elle irrégulière, suscitant un vent de panique dans la communauté d'origine bangladaise.

«INFILTRÉS DU BANGLADESH»

«Je n'ai pas de papiers, je sais que je ne vais pas pouvoir rester», constate Akhtarul Sekh. Alors ce Bangladais de 29 ans, qui travaillait depuis plus de six ans en Inde comme couturier, a rallié la frontière avec sa femme et ses deux filles pour la passer en évitant la case prison.

«Les autorités ont dit qu'elles ne voulaient plus de nous, que nous étions des infiltrés du Bangladesh», abonde Shamim Mondal, 26 ans, qui a lui aussi rejoint ce début d'exode.

«Les gens se pressent depuis mardi au poste de Hakimpur parce qu'ils ont entendu dire

Promesse prestement tenue. Trois semaines après le succès historique du parti du Premier ministre ultranationaliste hindou Narendra Modi dans l'Etat indien du Bengale occidental (nord-est), la campagne d'expulsion des migrants du Bangladesh voisin a déjà commencé.



qu'il était possible de y repasser la frontière», confirme à l'AFP un responsable de la police locale, Subrata Saha.

Selon lui, leur sort est déjà scellé. Tous ont été regroupés dans un camp de fortune et seront remis à la police des frontières indienne (BSF) pour être formellement expulsés.

Un nouvel épisode de l'histoire agitée des migrations dans la région depuis la fin du règne britannique en 1947.

A l'indépendance, le Bengale d'alors avait été divisé en deux, sa partie occidentale à majorité hindoue placée sous l'autorité de l'Inde et sa partie orientale à majorité musulmane sous celle du Pakistan oriental, devenu le Bangladesh en 1971.

Les mouvements de population entre les deux pays n'ont jamais cessé, rythmés par

leurs crises politico-diplomatiques.

«IMPUISSANTS»

Depuis plus d'un an, avant même la victoire électorale du BJP au Bengale occidental, des milliers de personnes, pour la plupart musulmanes et dont le séjour en Inde a été jugé illégal, ont été expulsées manu militari au Bangladesh, notamment de l'Etat voisin d'Assam.

De nombreuses ONG s'en sont émues, dénonçant un véritable «profilage ethnique».

«Mes parents ont rejoint l'Inde depuis le Bangladesh il y a plus de vingt ans», raconte aujourd'hui un de ceux qui ont rejoint Hakimpur, Abdul Sheikh, 20 ans.

«Je suis né à Calcutta mais je n'ai jamais eu les papiers prouvant ma nationalité indienne»,

s'inquiète le jeune homme, «et je ne sais pas comment je vais établir maintenant que je suis légalement citoyen du Bangladesh».

L'an dernier, le Bangladesh avait confirmé avoir renvoyé certains expulsés au motif qu'ils étaient citoyens indiens.

«On est impuissants», avoue Ariful Sardar, un maçon de 29 ans entré illégalement en Inde en 2023 pour y gagner de quoi payer les soins de son père, malade. «On rentre parce que le gouvernement indien nous l'a ordonné».

Quelques migrants sont parvenus à échapper aux forces de sécurité indiennes en franchissant de nuit la rivière qui sépare les deux pays, concède sous couvert d'anonymat à l'AFP un responsable des gardes-frontière. «Elle n'est pas très difficile à traverser», dit-il, «et de plus en plus compliquée à surveiller pour nous».

Brésil

Une nouvelle ruée vers l'or menace les terres indigènes



Le chef indigène Bepdjo Mekragnotire se prépare une nouvelle fois à mener un groupe de guerriers pour chasser des orpailleurs du territoire de son peuple, au cœur de la forêt amazonienne brésilienne.

Cet homme de 45 ans, qui arbore fièrement une coiffe de plumes rouges, s'inquiète de ces incursions de plus en plus fréquentes dans le territoire Bau, dans l'Etat brésilien du Para (nord). Il y a quatre ans, il avait déjà expulsé près de 200 orpailleurs.

«Les mineurs sont têtus. Ils entrent par tous les moyens car aujourd'hui, le prix de l'or est très élevé», dit-il à l'AFP à Pykany, un village de son peuple, les Kayapo, le même que le cacique emblématique Raoni Metuktire.

Le cours de l'or, valeur refuge par excellence, a flambé à nouveau en raison de l'instabilité mondiale.

De quoi attirer les orpailleurs vers des zones auparavant relativement épargnées, comme le

territoire Bau. En février, quand le chef Bepdjo Mekragnotire et ses guerriers ont croisé un groupe d'orpailleurs à bord d'un canoë, des armes à feu ont été brièvement dégainées des deux côtés. Il dit avoir expulsé 24 personnes.

Par la suite, une coalition d'organisations autochtones a averti les autorités, dont l'agence environnementale Ibama, d'un risque imminent de conflit armé de grande ampleur, et leur ont demandé - en vain - de l'aide.

Jair Schmitt, président par intérim de l'Ibama, a déclaré que l'agence se concentrait sur les territoires «confrontés à des situations particulièrement critiques» et qu'elle ne pouvait pas «être partout».

CRIME ORGANISÉ

Les territoires indigènes protégés sont considérés par les experts comme des remparts contre la déforestation et le changement cli-

matique. Lors d'un survol organisé par Greenpeace, l'AFP a pu observer un contraste saisissant. D'immenses paysages de rivières ravinées par les mines et de forêts morcelées par les terres agricoles redevenant un océan vert émeraude à perte de vue au niveau des réserves autochtones.

Selon la plateforme Amazon Mining Watch, 223.000 hectares de forêt amazonienne ont subi l'impact de l'orpaillage de 2018 à 2025.

Depuis son retour au pouvoir en 2023, le président de gauche Luiz Inacio Lula da Silva a fait du combat contre l'orpaillage illégal une priorité, tandis que son prédécesseur d'extrême droite Jair Bolsonaro (2019-2022) était accusé de fomenter l'impunité en Amazonie.

Pour Nilton Tubino, nommé par le gouvernement Lula pour diriger les opérations de protection des territoires indigènes, toute l'Amazonie est en proie à une ruée vers l'or.

«Ils s'enfoncent de plus en plus profondément dans la jungle», explique M. Tubino.

Ces trois dernières années, l'Ibama a détruit plus de 690 pelleteuses, 1.300 barges et 80 avions, le tout évalué à environ 800 millions de dollars.

Jair Schmitt estime que la plus grande difficulté est de «faire face au crime organisé», de puissantes factions comme le Primeiro Comando da Capital (PCC) et le Comando Vermelho (CV) s'étant implantées en Amazonie. Jeudi, ces deux groupes ont été classés comme organisations terroristes par les Etats-Unis.

«MINES FANTÔMES»

L'institut Escolhas, qui étudie la chaîne d'approvisionnement de l'or, estime que 71 tonnes de ce métal ont été produites au Brésil l'an dernier, la plupart étant exporté vers le Canada, la Suisse ou le Royaume-Uni.

Le gouvernement brésilien est en train d'élaborer une nouvelle législation pour améliorer la traçabilité de l'or.

La police utilise déjà des données pour reconnaître une sorte d'«ADN» de l'or et retrouver son origine dans des sites précis en Amazonie.

En raison du durcissement des mesures gouvernementales, l'or qui auparavant «sortait du Brésil par la grande porte» est désormais passé en contrebande via des pays comme le Guyana ou le Venezuela, explique Larissa Rodrigues, de l'institut Escolhas.

Une enquête de Greenpeace publiée vendredi fait par ailleurs état de «mines fantômes» pour blanchir de l'or illégal.

Les ventes sont déclarées dans ces mines qui possèdent des autorisations d'extraire de l'or de façon artisanale, mais aucune activité minière n'est constatée lors des survols.

Danicley de Aguiar, coordinateur de Greenpeace au Brésil pour les sujets ayant trait aux peuples indigènes, estime qu'une grande quantité d'or issu de zones protégées est probablement blanchie de cette façon.

«TENTATION»

Fernando Lucas, président de la Fédération des coopératives de chercheurs d'or du Para, déplore pour sa part que les orpailleurs soient «estampillés comme des criminels».

Selon lui, beaucoup d'entre eux souhaitent travailler légalement mais se retrouvent empêtrés dans la bureaucratie. Il appelle à un modèle plus «organisé et durable».

Le chef Bepdjo Mekragnotire doit aussi faire face à des divisions au sein de son propre peuple.

Certains autochtones, y compris son prédécesseur, sont favorables à l'orpaillage sur leurs terres.

«Souvent, les orpailleurs nous offrent de l'argent et nous disent: +Tu auras une voiture, tu auras des femmes+. Certains jeunes qui ne réfléchissent pas pourraient être tentés», raconte Takagmoro Kaiapo, 25 ans, fils de l'ancien chef.

République Algérienne Démocratique & Populaire

MINISTÈRE DE L'HABITAT DE L'URBANISME DE LA VILLE & DE
L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION
IMMOBILIÈRE DE NAAMA
DÉPARTEMENT DE MAÎTRISE D'OUVRAGEوزارة السكن و العمران و المدينة و التهوية العمرانية
ديوان الترقية و التسيير العقاري
لولاية النعامة
دائرة التحكم في التجار المغلار يسع

N° 636 / DG/OPGI/26.

Nâama Le : 20 MAI 2026

A Monsieur le gérant de l'entreprise :

SARL ARAZHAN

(RUE BOUCHABOUK COOP EL DJAMEL N°173 DELY IBRAHIM W- D'ALGER)

Mise En Demeure N°02
AVANT RESILIATION

Conformément aux dispositions du marché n° 47/2025, approuvé le 01 JUILLET 2025, portant Réalisation des 200/416/2000 logements LOT N°02 LPL + VRD Pr 2024 à commune de NAAMA W-NAAMA

- Vu l'ordre de service de démarrage des travaux enregistré sous le n° 47/2025 notifié le 02/07/2025.
- Vu l'abandon du chantier et l'absence de main-d'œuvre ainsi des matériaux de construction.
- Vu la mise en demeure n°01 publié dans les journaux quotidiens en date du 10/05/2026.
- Vu le PV de carence N°01 en date du 17/05/2026.
- Vu le non-respect du planning des travaux.
- Vu le paiement des situations des travaux d'un montant de 199 474 506.53 DA en date du 05/04/2026.

L'office de promotion et de gestion Immobilière de Nâama sis l'ancienne cité administratif Nâama mis en demeure l'entreprise SARL ARAZHAN ; domicile à «RUE BOUCHABOUK COOP EL DJAMEL N°173 DELY IBRAHIM W- D'ALGER», sous huitaine à partir de la première parution dans la presse national pour :

- Rattraper le retard engendré selon la formule (3*8).
- renforcer le chantier par les moyens, matériels et humains nécessaires pour rattraper le retard.

Faute de quoi, l'office sera dans l'obligation d'appliquer les mesures coercitives à l'encontre de votre l'entreprise conformément à la réglementation en vigueur à savoir la résiliation aux torts exclusif suite à la deuxième mise en demeure.

Le Directeur Général

ANEP N° 2631008958 Le Quotidien d'Oran 31/05/2026



■ Cherche loc F1-F2 à Oran + Achat terrain agricole 2,5 HA Oran et environs - Tél : 0541.72.42.23

■ Vends F3 haut stand, 90 m², Millénum + F6 CSDB 210 m², au 1^{er}, avec gde cour, situé au C/V rue Mostaganem + Terrain 100 m², double façade à Les Palmiers + terrain 150 m² avec fondations à Belgaïd + Local 35 m² à Mira-mar + F4 105 m² au 3^e rue de la Paix C/V + Terrain 90 m² à Coralès, pieds dans l'eau. Cabinet imm VICTORIA 4 rue Med Khemisti, en face CPA Oran - Tél : 0557.87.64.93/ 0551.96.22.44

■ Clinique d'ophtalmologie recrute 1 médecin ophtalmologue - 1 Optométriste, 1- agent

de sécurité. Envoyer CV (mail) cliniquophoran@gmail.com - TI : 0782.63.37.72



■ Loue local avec grande terrasse, bien situé, endroit idéal pour toute activité commerciale, à 10 m de la plage Coralès - Tél : 0699.19.00.64

USINE À ORAN VEND

1 Tonnage de papier OFFSET 60 Grs Format 65/100

1 Lot de chute papier OFFSET & cartonnette

Tél : 0663.86.97.09

Don de sang Algérie
Donner son sang, c'est sauver une vieالتبرع بالدم الجزائر
أنقذ حياة بقطرة دم

HUISSIERS DE JUSTICE

محضرين قضائيين

لكل إعلاناتكم للبيع بالمزاد العلني في الجرائد الوطنية

Pour toutes vos publications de vos avis de vente aux enchères publiques

Contactez-nous aux : 0555.05.90.10 Mail canalsurpub@yahoo.fr T/F 048.74.13.48 / 74.11.22

CANAL SUR : Marketing & Publicité

Conception-Rédaction & Publication de vos annonces publicitaires dans la Presse

Le piège du sacré chacal
Comment
l'IA arme l'ignorance
et aveugle
la diplomatie

Il existe un vieux conte populaire de chez nous, que nos grands-mères nous racontaient durant les longues nuits d'hiver, qui illustre à la perfection le piège dans lequel la gouvernance mondiale est en train de tomber avec l'intelligence artificielle.

Par Omar Chaalal

C'est l'histoire de l'île des animaux maladroits, où un conseiller du roi, un sacré chacal tapageur et prétendu expert, raconta au lion un rêve bizarre : une pluie magique allait s'abattre sur l'île, et chaque animal qui en boirait une seule goutte perdrait instantanément la mémoire pour devenir menteur et maladroit. Convaincu par les schémas confus du chacal, le roi fit construire un immense réservoir pour stocker sa propre eau, laissant la masse populaire s'abreuver de cette eau maudite. Le peuple, pris au dépourvu, perdit son discernement et se retourna contre un entourage politique devenu subitement hors-sol et maladroit.

Cette allégorie est la métaphore exacte du danger mortel qui guette les relations internationales à l'ère de l'IA générative : la prolifération de l'ignorance géopolitique par l'illusion d'une expertise artificielle.

LE PIÈGE DU CHACAL :
DES DIPLOMATES HORS-SOLS

Aujourd'hui, l'intelligence artificielle joue exactement le rôle de ce « sacré chacal ». Elle se présente aux chancelleries comme un expert omniscient capable de prédire l'avenir et de régler les crises. Des technocrates ou des décideurs pressés, fascinés par cette modernité, lui délèguent la rédaction de notes confidentielles, la synthèse de conflits complexes ou l'évaluation des risques stratégiques.

Le premier danger est l'amnésie, cette fameuse perte de mémoire provoquée par l'eau du chacal. À force de s'en remettre aux algorithmes, les nouveaux acteurs de la diplomatie perdent leur propre « marche ». Ils abandonnent la culture historique, la connaissance intime du terrain et le flair géopolitique au profit de données standardisées. Penser que la machine remplace l'intellect est un leurre qui condamne les décideurs à une profonde inculture.

L'ILLUSION DE LA RÉSERVE :
LE MIROIR DÉFORMANT
DE LA TECHNOLOGIE

Le danger s'accroît car l'IA générative ne cherche ni la vérité, ni la justice historique des peuples. Elle compile et prédit des suites de mots basées sur des données souvent biaisées et orientées.

C'est un schéma dessiné sur le sable, tout aussi confus que celui du chacal du conte.

Lorsqu'un diplomate aguerri, fidèle serviteur de l'État, utilise l'IA, son expérience lui sert de bouclier : il repère immédiatement les omissions

stratégiques et les pièges de la machine. En revanche, le technocrate non spécialisé prend le rapport généré pour argent comptant. La fluidité technique du document lui donne l'illusion du savoir. C'est là que naît l'ignorance moderne : la machine produit une note de synthèse parfaite en apparence, et l'amateur, séduit par la forme, oriente des décisions d'État majeures sur du vide.

LA PLUIE MAUDITE :
QUAND L'INCOMPÉTENCE
SABOTE LA PAIX

Le véritable drame survient lorsque ces utilisateurs manipulent des dossiers hautement inflammables sans en posséder les clés historiques et éthiques. La diplomatie n'est pas une équation mathématique ajustable par un logiciel. C'est une affaire de souveraineté, de secrets, de psychologie et de mémoire des nations. L'IA n'a pas de conscience morale, pas de patrie, et aucune notion des réalités du terrain.

Cette dérive rappelle, à bien des égards, la diplomatie transactionnelle et imprévisible de Donald Trump. En balayant les protocoles historiques au profit de l'instinct ou de calculs à court terme, on obtient le même résultat : une désacralisation de la fonction qui ouvre la voie aux décisions impulsives dictées par des algorithmes marchands.

Tout comme dans la fable, le décideur armé d'une IA finit par s'abreuver d'une eau qui altère son jugement. Par son incapacité à lire entre les lignes, il propage des analyses erronées, sabote les relations bilatérales et mutile l'intérêt national par pure ignorance. Le risque de l'IA en diplomatie n'est pas la puissance de la machine ; c'est l'armement de l'incompétence et le triomphe des « maladroits ».

CONCLUSION :
DÉFENDRE NOTRE
SOUVERAINETÉ COGNITIVE

Pour que la diplomatie survive à cette vague de paresse intellectuelle, un coup de balai est urgent, à l'image de la réaction salutaire du roi de l'île. L'IA doit rester un outil subsidiaire de calcul, et non un substitut à la pensée souveraine.

Si nous laissons des algorithmes guider aveuglément nos choix stratégiques, notre diplomatie mourra de sa propre superficialité.

Nous devons rappeler à nos décideurs que leur noblesse réside dans leur fidélité à l'Histoire, au droit et au terrain, et non dans l'écoute passive des illusions du chacal technologique. Pour bâtir un monde prospère et fort, l'IA ne doit pas devenir le tombeau de notre discernement national.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, ET DES INFRASTRUCTURES DE BASE
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS WILAYA DE SAÏDA
Numéro d'identification fiscale (NIF) : 408015000020074

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article 39 de la loi n° 12/23 du 06/08/2023 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service. La direction des travaux publics de la wilaya de Saïda, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales N°17/2026

AMENAGEMENT DE LA VOIRIE URBAINE A TRAVERS LES QUARTIERS DE LA VILLE DE SAÏDA - ANNEE 2025 -

LOT 02 : TRAVAUX D'AMENAGEMENT URBAIN - CITE LA GARE -
(RESTE A REALISER)

Lancé et paru dans les quotidiens : DZtenders.com (Langue nationale) le 26/04/2026 et LE COMMUNICATION (langue française) le 27/04/2026 et le BOMOP qu'à l'issue des travaux de la commission d'évaluation des offres en date du 19/05/2026, déclare l'attribution provisoire du marché:

INTITULE DU PROJET	ENTREPRISE	NIF	MONTANT DE L'OFFRE (DA)	DELAI D'EXECUTION	OBS
Lot 02 : Travaux d'aménagement urbain - cité la gare- (Reste à réaliser)	SARL EL NADJAH KAM	002120074282911	20 475 140.00	02 MOIS	Offre qualifiée techniquement et moins disant

Les soumissionnaires peuvent introduire leurs recours auprès de la commission des marchés publics de la wilaya de Saïda, dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de publication du présent avis, conformément à l'article 56 du décret présidentiel, les soumissionnaires souhaitant prendre connaissance des résultats détaillés de leurs offres afin d'évaluer leurs candidatures doivent se rapprocher de mes services dans un délai maximum de trois (03) jours, à compter du premier jour de la publication de l'avis d'attribution provisoire

ANEP N° 2631008896 Le Quotidien d'Oran 31/05/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE RELIZANE

DAIRA DE RELIZANE

COMMUNE DE RELIZANE

N° d'identification fiscale : 098448015139517

Avis D'Attribution provisoire

Conformément à l'article N°65, du décret présidentiel N°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public et l'article 46 de la loi 23-12 du 05/08/2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics, le président de l'Assemblée Populaire Communale de Relizane informe les soumissionnaires qui ont participé à l'appel d'offre ouvert N° 04/ 2026 paru Le:04/04/2026 dans Les quotidiens en arabe الكلاسيكي et Le Quotidien D' Oran en français.

A l'issue de la base du processus d'évaluation des offres technique et financières du comité d'ouverture des plis

et plis d'évaluation des offres, le projet a été attribué comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Désignation de L'opération	Entreprise	Montant Soumis	Montant Proposé	Note technique	Délai de réalisation	Obs
L'étude et suivi et la réalisation des cantines scolaires -.- REALISATION DES CANTINES SCOLAIRES -.-						
Lot N° 01 : Réalisation d'une cantine scolaire à école elmodjahed olbey monouar commune relizane .	Conformément à l'article N°40, du décret présidentiel N°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation marchés publics et des délégations de service public. Déclare l'avis D'infructuosité de lot N°01 en raison de l'absence de garantie de financement des besoins .					
Lot N° 02 : Réalisation d'une cantine scolaire à école elmodjahed SLIMANE BENAOUA commune relizane .	OUIS ABDELKADER	14.829.470.60 DA	14.829.470.60 DA	47.00 p	05 Mois	N.I.fiscal 170480101293191 Moins disant Qualifié techniquement
Lot N° 03 : Réalisation d'une cantine scolaire à école elmodjahed Aoued BENDJEBBAR commune relizane .	BAGHIDADI abdelkarim	14.796.162.50 DA	14.796.162.50 DA	55.00 p	05 Mois	N.I.fiscal 18748010038519300000 Moins disant Qualifié techniquement
Lot N° 04 : Réalisation d'une cantine scolaire à école elmodjahed Nader AOUEB commune relizane .	GUETTA Oudah Missoum	14.539.479.50 DA	14.653.431.50 DA	41.00 p	05 Mois	N.I.fiscal 19148010252516704801 Moins disant Qualifié techniquement

Conformément à l'article N° 82 du décret présidentiel N°15-247 du 16/09/2015, portant réglementation Des marchés Publics et des délégations de service public le recours est introduit dans les dix (10) jours à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire du marché, auprès de la commission communale des marchés .

Les soumissionnaires non retenues sont invités de se rapprocher de la commune de relizane dans un délai de trois jours à compter du premier jour de la publication de l'avis d'attribution, pour prendre connaissance de leurs offres.

Le président de l'Assemblée Populaire Communale

ANEP N° 2631008953 Le Quotidien d'Oran 31/05/2026

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE
DIRECTION DE L'URBANISME DE L'ARCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION
DE LA WILAYA DE TIARET
NIE : 099814019012035

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITE MINIMALES
N° /2026

Il est porté à la connaissance de l'ensemble des entreprises, que la direction de l'urbanisme de l'architecture et de la construction lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacité minimales pour LES TRAVAUX Portant :

PROJET : REALISATION DES TRAVAUX DE VRD PRIMAIRES ET SECONDAIRES
DESTINES AUX LOGEMENTS PUBLICS A TRAVERS LA WILAYA DE TIARET PROG 2026
COMMUNE DE TIARET :
SITE 20: 1800 LV PROGRAMME 2025
LOT27 : ASSAINISSEMENT + AEP
COMMUNE DE AIN KERMES :
SITE 21: CITE 50 LOGTS LPL PROGRAMME 2024
LOT 28 : AMENAGEMENT EXTERIEUR + VOIRIE + ECLAIRAGE PUBLIC

Les soumissionnaires sont invités à retirer le cahier des charges auprès de la direction de l'urbanisme De l'Architecture et de la construction « sise à la cité Mohamed djahlane Tiaret ».
Les soumissions doivent être présentées en trois offres distinctes (Dossier De Candidature, offre technique - offre financière) conformément aux prescriptions du cahier des charges.
Pour que l'offre soit Eligible, Les soumissionnaires doivent répondre aux conditions minimales d'Eligibilités suivantes :

POUR LE LOT 27 : ASSAINISSEMENT + AEP

1/ Capacités Professionnelles :

Attestation de qualification et classification Professionnelle en cours de validité dans le domaine hydraulique (Activité Principale), Catégorie 05 ou plus

- Copie Du Registre De Commerce Electronique

Moyens Matériels : Disposant d'un (01) PELLE MECANIQUE et BRISE ROCHE justifié par la carte Grise + assurance valide le jour d'ouverture des plis (ne sera pas comptabilisé lors de L'Evaluation Technique)

MOYENS HUMAINS : Ingénieur Ou Maître En Hydraulique, Justifié Par Le Diplôme + Attestation D'affiliation Individuelle Valide CNAS Ou DAS Ou Contrat(ANEM) (ne sera pas comptabilisé lors de L'Evaluation Technique)

- 2/ Capacités Technique:

- ayant réalisé UN projet ou plus de la même nature, justifiées par une attestation de bonne exécution visé par les Services contractants, conformément à l'article N° 44 du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public.

3/ Capacités Financières : Ayant Réalisé Une Moyenne d'un Chiffre d'Affaire Des Trois Dernières Années Egal ou Supérieur à QUINZE Millions de Dinars : 15 000 000,00 DA, Justifié par les bilans financiers des trois dernières années visées par les services des impôts en précisant le chiffre d'affaire de chaque année et C20.

POUR LE LOT 28 : AMENAGEMENT EXTERIEUR + VOIRIE + ECLAIRAGE PUBLIC

1/ Capacités Professionnelles :

Attestation de qualification et classification Professionnelle en cours de validité dans le domaine Des Travaux Public (Activité Principale), Catégorie 04 ou plus ayant le Code d'Eclairage Public : 347-4272.

- Copie Du Registre De Commerce Electronique

Moyens Matériels : Disposant d'un (01) Niveau et (02) Camion de 10 tonnes justifié par la carte Grise + assurance + contrôle technique pour les camion valide le jour d'ouverture des plis (ne sera pas comptabilisé lors de L'Evaluation Technique)

MOYENS HUMAINS : Ingénieur Ou Maître En Travaux Public Ou En Génie Civil, Justifié Par Le Diplôme + Attestation D'affiliation Individuelle Valide CNAS Ou DAS Ou Contrat(ANEM) (ne sera pas comptabilisé lors de L'Evaluation Technique)

- 2/ Capacités Technique:

- ayant réalisé UN projet ou plus de la même nature, justifiées par une attestation de bonne exécution visé par les Services contractants, conformément à l'article N° 44 du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public.

3/ Capacités Financières : Ayant Réalisé Une Moyenne d'un Chiffre d'Affaire Des Trois Dernières Années Egal ou Supérieur à SEPT Millions de Dinars : 7 000 000,00 DA, Justifié par les bilans financiers des trois dernières années visées par les services des impôts en précisant le chiffre d'affaire de chaque année et C20.

NB :

SI UNE DE CES CONDITIONS N'EST PAS PRESENTEE PAR LE SOUMISSONNAIRE SON OFFRE SERA REJETEE ET NE SERA PAS EVALUEE TECHNIQUEMENT

- LES GROUPEMENT D'ENTREPRISES NE SONT PAS CONCERNES PAR LE CAHIER DES CHARGES

- LE DOSSIER DE CANDIDATURE CONTIENT :

- Déclaration de candidature, renseignée, datée, visée et signée
- Déclaration de probité, renseignée, datée, visée et signée
- Copie du registre de commerce électronique de l'entreprise
- Copie du statut réglementaire de l'entreprise pour les personnes morales
- Copie du numéro d'identification fiscale (NIF)
- Copie de l'Attestation de qualification et classification Professionnelle en cours de validité
- Copie des attestations de bonnes exécutions visées par les Services contractants
- Copie des bilans financiers des trois dernières années visées par les services des impôts en précisant le chiffre d'affaire de chaque année et C20

- la liste de l'encadrement technique (visée et signée) devra être déclarée nominativement avec la mise à jour CNAS En cours de validité Et Appuyées par les diplômés + Attestation D'Affiliation de moins de trois mois de la CNAS.

- Liste des moyens matériels (visée et signée) approuvés par des cartes grise pour le matériel roulant avec Attestation D'Assurance en cours de validité Et un PV d'huissier ou expert de moins d'une année pour le matériel non roulant à partir de la date d'Ouverture

- Casier judiciaire du signataire N°03 dument habilité (de moins de trois mois).
- Une copie des Mises à jour (CNAS, CASNOS, CACOBATH), en cour de validité.
- Une copie de l'extrait de rôle datant de moins de trois mois apuré ou échéancier de paiement.
- Une copie de l'attestation de dépôt des comptes sociaux pour les personnes morales de l'année considéré.

Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires

2-L'OFFRE TECHNIQUE CONTIENT :

- Une déclaration à souscrire renseignée, datée, visée et signée.
- Tout document permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif Des charges) et tout autre Document exigé en application des Dispositions de l'article 78 du décret

Présidentiel 15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des Marchés publics et des délégations de service Public ;

- Planning des travaux paraphé et signé (3x8).

- le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».

3-L'OFFRE FINANCIERE CONTIENT :

- La lettre de soumission renseignée, datée, visée et signée.
- Le bordereau des prix unitaires renseignée, datée, visée et signée.
- Le détail quantitatif et estimatif renseignée, datée, visée et signée.
- Le soumissionnaire devra soigneusement examiner toutes les instructions conditions modèles termes Spécifications figurant au dossier d'appel d'offres.
- En cas de doute sur un tel document le contractant peut saisir officiellement les services concernés.
- Les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature sont exigés Uniquement de l'attributaire du marché public, qui doit les fournir dans un délai maximum de dix (10) jours À compter de la date de sa saisine.

L'offre doit être déposée à l'adresse suivante :

- Direction de l'urbanisme de l'architecture et de la construction cite Mohamed djahlane Tiaret l'enveloppe extérieure anonyme devra porter la mention suivante :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉ MINIMALES
N° /2026

PROJET : REALISATION DES TRAVAUX DE VRD PRIMAIRES ET SECONDAIRES
DESTINES AUX LOGEMENTS PUBLICS A TRAVERS LA WILAYA DE TIARET PROG 2026

COMMUNE.....

- SITE:.....

- LOT :.....

« À n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

La période de validité des offres correspond à la durée de préparation des offres augmentée de trois (03) mois cent (100) jours

La durée de préparation des offres est fixée à 10 jours à compter de la première parution de l'avis d'appel d'offre sur le BOMOP et la presse électronique et au moins dans deux quotidiens nationaux en deux langues

La date de dépôt des offres correspondant au dernier jour de la durée de préparation des offres. L'heure limite est au plus tard à 13 h00

Toutefois, le service contractant a toute latitude pour proroger le délai de dépôt des offres et informe les soumissionnaires par tous moyens écrits.

L'Ouverture des plis est prévue en séance publique et se tiendra le même jour de dépôt à 13 h00 au niveau de siège de la DUAC de Tiaret.

Si le dernier jour de la préparation des offres coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres sera prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant à la même heure.

- les soumissionnaires sont invités pour assister à l'ouverture des plis.

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2631008970 Le Quotidien d'Oran 31/05/2026

2

20.10 007 Spectre



08.15 À l'origine
09.00 Présence protestante
10.55 Parole inattendue
11.00 Tout le monde veut prendre sa place
12.00 Journal
12.20 13h15, le dimanche
13.15 C'est bon à savoir
13.20 13h15, le dimanche
13.55 Tennis : Roland-Garros
18.57 Jingle sports
19.00 Journal
19.30 20h30 le dimanche
20.05 Réflexe !

Dans un monde où le danger rôde à chaque coin de rue, l'agent secret James Bond (Daniel Craig) s'immerge dans une atmosphère vibrante et festive lors de la fête des morts à Mexico. Déguisé parmi la foule, il a pour mission d'éliminer Marco Sciarra, un homme au passé trouble, dont les connexions menacent la sécurité mondiale. Après avoir mené à bien cette opération, Bond se retrouve en difficulté à son retour à Londres. Son audace lui vaut une suspension temporaire par le nouveau M (Ralph Fiennes),...

22.35 Beau geste

3

20.10 Vanina : Meurtres en Sicile



09.25 Nous, les Européens
10.00 Tennis : Roland-Garros
10.40 Outremer...
10.55 Dimanche en politique
11.30 ICI 12/13
11.55 Tennis : Roland-Garros
14.05 La carte aux trésors
16.25 Le jeu des 1000 euros
17.05 Questions pour un champion
18.00 ICI 19/20
18.55 Tennis : Roland-Garros

Saison 2 - Episode 2 : Le cadavre évanoui
Un homme appelle la criminelle : il aurait découvert le cadavre d'une femme dans un hôtel en travaux. Mais quand la commissaire Vanina Guarasi arrive sur les lieux avec le capitaine Spanò, ils ne voient aucun corps. Le lendemain, ils sont appelés au cimetière de Catane : un homme et une femme sont retrouvés morts dans une chapelle. Ils sont couverts de boue et installés dans une mise en scène macabre.

20.10 Vanina : Meurtres en Sicile

4

21.55 Une situation délicate



08.57 Bluey
09.57 Les as de la jungle à la rescousse
10.25 Tennis : Roland-Garros
11.50 Okoo-koo
12.25 Un jour, une question
13.33 Trop cool, Scooby-Doo !
14.29 La famille Weasy
15.30 Primates
17.05 Super détectives !
18.10 Okoo-koo
18.35 Galaxymphonie : The Final Odyssey
20.00 Une situation délicate

Une situation délicate est une pièce de théâtre qui plonge les spectateurs dans un véritable tourbillon de quiproquos et de malentendus. L'histoire suit Nicolas, un jeune homme amoureux et plein d'espoir, qui est sur le point de convoler en justes noces avec la charmante Julie (Clotilde Courau). À l'approche de leur mariage, Julie se retrouve confrontée à une situation délicate : elle doit mettre un terme à sa liaison avec Philippe, un homme de vingt ans son aîné, et marié à Marianne.

21.30 Un pas de côté

22.55 Caroline Marx : GirlPower

5

arte

TMC

09.15 Echappées belles
10.55 Une maison, un(e) artiste
11.30 C à vous
13.30 Ravel, la grande soirée de ballets
15.00 Des trains pas comme les autres
15.30 De l'asphalte à l'assiette
16.30 Libération(s), dans la joie et la douleur
17.20 Réflexe !
17.30 En société
19.00 C politique
19.45 En tension
20.10 C dans l'air spécial
22.35 Quand Marilyn chantait pour les GI's

08.00 Twist
08.30 Whang-Od, la tatoueuse centenaire
09.15 Cuisines des terroirs
09.45 La mer Adriatique
12.30 Les chevaliers de la table ronde
14.35 Monuments éternels
16.05 L'Acropole : Le pillage d'un symbole
17.00 Joséphine Baker : Première icône noire
17.55 Elina Garanca : My Playlist
18.45 Arte journal
19.05 Jeff Bridges, star malgré lui
20.00 L'Évadé d'Alcatraz
21.50 Clint Eastwood, la dernière légende

08.55 La dog Académie
11.10 Animaux à adopter



20.15 Esprits criminels ; S 6 - E 6 : Sous le masque



CINE + FRISSEON 19.50

DESTINATION FINALE

Acteur: Devon Sawa, Ali Larter, Kerr Smith, Kristen Cloke, Daniel Roebuck...

Alex Browning (Devon Sawa), un étudiant américain, s'apprête à vivre un séjour linguistique à Paris avec sa classe. À l'aéroport, une vision terrifiante le saisit : il voit l'avion dans lequel il s'apprête à embarquer exploser peu après le décollage. Paniqué, il tente d'alerter l'équipage, mais sa réaction est perçue comme une provocation, et il est rapidement expulsé de l'avion, accompagné de quelques camarades et de leur professeur, Valerie Lewton (Kristen Cloke). Quelques instants après leur évacuation, l'appareil se désintègre en plein vol, laissant Alex et les autres rescapés sous le choc.



CINE + FAMIZ 19.50

LES SPÉCIALISTES

Acteur: Gérard Lanvin, Bernard Giraud, Christiane Jean, Maurice Barrier...

Paul et Stéphane, deux repris de justice, profitent de l'arrêt de la fourgonnette qui les transporte pour s'évader, enchaînés l'un à l'autre. Les premiers contacts entre les deux hommes manquent de chaleur mais bientôt, Stéphane, qui passe pour être le meilleur casseur de France, s'intéresse fortement au projet que caresse Paul. Celui-ci envisage rien moins qu'un fabuleux cambriolage dans un casino de la Côte d'Azur. C'est chez une jeune veuve, qui pleure encore le meurtre de son mari par la police, que les deux complices trouvent asile. Le trio se met à l'ouvrage. Rien ne doit être laissé au hasard dans cette périlleuse entreprise...



arte 19.50

L'ÉVADÉ D'ALCATRAZ

Acteur: Clint Eastwood, Patrick McGeehan, Roberts Blossom, Fred Ward...

Dans les années 1930, Alcatraz se distingue comme la prison la plus redoutée des États-Unis, réputée pour son système de sécurité infaillible. En janvier 1960, Frank Morris (Clint Eastwood), un détenu astucieux et déterminé, est transféré dans cet établissement pénitentiaire après plusieurs évasions avortées. À son arrivée, il fait la connaissance du directeur Dollison, qui lui assure que personne n'a jamais réussi à s'échapper de cette forteresse. Refusant de se soumettre à une vie d'enfermement, Morris commence à élaborer un plan d'évasion audacieux.

TÉLÉVISION

TF1

20.10 Qu'est-ce qu'on a encore fait au Bon Dieu ?



La famille Verneuil, toujours en pleine expansion, se retrouve une nouvelle fois au cœur de situations rocambolesques. Claude (Christian Clavier) et Marie (Chantal Lauby) se rendent chez André (Ary Abittan) et sa femme Laure (Élodie Fontan), alors que leur fille, Laure, attend son premier enfant avec Charles (Frédéric Chau). Toutefois, les tensions montent entre les gendres autour de Reubio, une entreprise ambitieuse censée allier produits halal et bio, mais qui fait face à des défis financiers inattendus.

22.00 Un homme en colère

6

20.10 Capital



09.25 Turbo
11.45 Le 12.45
12.25 Un jour, un doc week-end
16.05 66 minutes



18.45 Le 19.45
19.10 Le 2010, Anne-Sophie Lapix
19.35 E=M6

Plus compacts, moins chers : enquête sur la révolution des camping-cars. Partir au débotté, dormir où on veut sans dépenser un centime, les vacances itinérantes n'ont jamais autant séduit les Français. Véhicules plus compacts et surtout plus confortables, Capital a enquêté sur les nouveautés qui révolutionnent le marché. Pour la première fois, Renault vient de lancer un nouveau type de fourgon aménagé. Pour rentabiliser l'achat de leur véhicule, des particuliers sont devenus les rois de la location.

22.15 Enquête exclusive

CANAL+

20.05 Rugby Top 14 : ASM Clermont / Racing 92



11.00 Protocole Dava
11.02 Un petit Clique en +
11.25 En aparté
11.57 Grofoot
12.16 La Grille...
12.57 Moto GP : Grand Prix d'Italie
13.45 Moto : Le podium
14.02 Débrief Moto
14.42 Ligue des champions : Lendemain de finale
15.18 Avant-match Top 14
15.30 Rugby : Top 14
17.45 Canal Football Club
19.06 Canal Rugby Club

Choc du haut du tableau en Top 14 entre le Montpellier Hérault Rugby et la Section Paloise pour savoir qui peut être le dauphin de Toulouse à l'issue de la phase régulière. Alors que les Montpelliérains sortent d'une finale de Challenge Cup contre l'Ulster qui se tenait le 22 mai dernier, les joueurs étaient dans une bonne dynamique en cette fin de saison. Quant à la Section Paloise, leurs excellents résultats de 2025/2026 leur permet d'espérer également...

22.02 Canal Rugby Club le débrief

PLANETE +

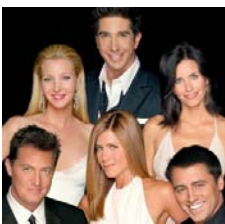
TFX

W9

08.17 American Pickers, la brocante made in USA
12.44 Notre Histoire de France
14.39 Ingénieurs de l'Antiquité
16.28 Vikings, les premiers rois
18.21 American Pickers, la brocante made in USA
19.55 Ingénieurs de l'Antiquité



08.35 Top Info
08.40 Cleaners les experts du ménage
12.20 Friends



20.10 Shotgun Wedding



08.10 Génération Hit machine
09.10 Fréquentstar
11.20 100% poker
11.50 Desperate Housewives



15.30 La petite histoire de France
20.10 NCIS / S 7 - E14 : Mascarade



FLÉCHÉS N° 9584

	HARMONIE VELUES IMPORTANT PERSONNAGE							
			VIEILLE VACHE COUP DE BAS EN HAUT EN BOÎTE				NOTE ORIENT ARGENT LIQUIDE	
					PRONOM GROS MADAME ADAM			
	LETTRES DU LIBAN EMER- GENCES						FLEURS TETUS PIMENT DOUX	
				ATTACHÉES OBTENU MANIES		FIN DE GROUPE PRISES DE NOTE		
			AU SECOURS ! C'EST-À-DIRE UN SIÈGE		UN JEU D'ENFANT ! NEGATION			
			ENFILE A LA MODE				POSSESSIF CONTRE ARRIVÉ	
		PRÉPOSITION A CET ENDROIT EMPLOYA				DOUBLE SIGNE DE VICTOIRE CHAMP		
	ENSOR- CELLEMENTS ENSUITE				POSTE CENTRAL EST-SUD			
			D'UNE MEME COULEUR POSSESSIF COURS					
						FORMATIONS DEVETU		

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

1. Equipement de sous-marins.
2. Le sherry à Tony.
Un pied-de-veau qui doit montrer spathe blanche.
3. Conduites.
Recul du pion.
4. Jeu de l'oie.
5. Après moi... le déluge !
il prend du volume par poignée.
6. Embrouilles.
Nibergue.
7. Type à ne pas croire.
8. De naissance.
Symbole de la vie urbaine (la).
9. Pas reconnaissants du tout. Mince alors !
10. Opération témoin.
Ainsi dit, si on veut.

A. Mot à mot.
B. Tous les jours.
Au tiers.
C. Telles des idées toutes faites.
D. Cité à l'UE.
Cité de Sumer.
Y vont ventre à ventre.
E. Plusieurs à tenter le coup, c'est une éventualité.
F. Va au doigt levé. Vu son grade, c'est une huile !
G. Fichus.
Pronom.
H. Vaut un 18 en chimie !
Renforts.
I. For espær. Pièces auto.
Sans motifs apparents.
J. Spécialiste du prêt à porter.

F	L	O	R	E	E	T	O	L	B	M	E	R	T	N
O	B	E	R	E	T	N	O	R	F	F	A	N	I	R
I	T	A	B	R	E	T	U	F	F	A	O	A	U	
R	N	N	O	O	U	L	N	I	T	L	R	E	T	E
E	A	E	R	S	U	O	C	E	L	R	L	R	U	E
R	T	S	G	R	S	E	H	I	A	F	A	Q	T	E
I	S	S	E	S	R	C	U	P	E	N	E	I	U	S
O	N	E	I	U	O	O	I	L	G	H	C	R	N	S
L	I	R	L	R	B	E	L	L	T	O	R	A	R	D
A	F	U	C	R	S	I	E	O	L	A	D	E	R	R
V	O	H	E	A	T	M	I	E	H	E	V	K	E	E
F	A	L	N	S	E	L	V	C	D	A	A	N	T	S
T	O	M	A	N	B	S	H	O	R	T	E	U	E	S
V	Y	P	T	I	N	O	C	R	A	G	B	F	F	E
G	R	O	B	E	P	R	M	O	I	E	E	U	O	R

D'abord et avant tout, c'est... mon tout !

1 V	2 A	3 R	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

17	4	5	6	7	7	4	8		9
3	2	8	11	12	12		12	9	2
12	10		5	1		12	9	2	7
18	6	8	2	6	12	8	9		14
4	10		8	12		9	12	7	
5		9	12	3	8	12		4	4
6	7	12	10		12	9	2	9	10
7	6	8		2	1	12	8	5	12
7	4	9	4		12	13		10	12
12	8	2	3	16	5	12	10		10
3		9	2	5		8		1	
	15	6	8	6		9	3	12	10
12	7	4	11	12	10		4	8	5
13	6	8	12	9		3	5	18	12
5	14		10	12	3	1	12	5	3

SUDOKU N° 9584

				6		8		
	5		4			7		3
	9	3					4	
		7			5	2	6	
	3				6	9		
2		6		7	8		3	
	7	1		3	4		9	8
8	2						5	
		4	8					

CODÈS N° 9584

FLECHES N°9583

P	C	R	A	I	N	D	R	E
C	A	L	I	N		O	U	T
O	R		S	T	E		T	
N		R	E	E	L	S		C
S	C	I	E	R		U	S	A
T	O	T		R	A	D	I	N
A	U		C	O	R		L	
T	R	I		G	A	L	O	P
E	S		P	E	S	E		U
R		P	I	S		V	E	R
	I	R	E		L	E	S	E
F	L	E	U	R	I	S	T	E

CROISÉS N°9583

C	A	R	A	B	I	N	E	S
I	S	O	L	A		O	N	C
M	E	D	E	C	I	N		A
E	P	E		C	O	N	G	R
T	T		P	A	T	E	N	T
E	I	D	E	R		S		E
R	S	A		A	I		G	R
E	T	S			S	I	N	O
E	S	T	I	V	E		O	N
S		E	T	R	E	I	N	T

SUDOKU N°9583

9	1	5	6	2	8	7	4	3
6	4	3	7	5	1	2	9	8
2	7	8	3	9	4	6	1	5
5	3	7	1	4	2	9	8	6
8	9	1	5	6	3	4	7	2
4	2	6	8	7	9	3	5	1
3	5	2	9	1	7	8	6	4
7	6	4	2	8	5	1	3	9
1	8	9	4	3	6	5	2	7

CODÉS N° 9583

1 A	2 T	3 L	4 R	5 I	6 E
7 O	8 N	9 M	10 P	11 U	12 C
13 D	14 S	15 V	16 G	17	18
19	20	21	22	23	24

FOUILLIS N° 9583:
PARDON
(Part - Don)



10 PREFERS



Rencontre de hauts responsables militaires américains et cubains



De hauts responsables militaires américains et cubains se sont réunis vendredi à Guantanamo, à Cuba, dans un contexte de relations exécrables envenimées par les menaces de Donald Trump de prendre le contrôle de l'île.

Le général Francis Donovan, chef du commandement militaire américain pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Southcom), a rencontré le chef d'état-major cubain, le général Roberto Legra Sotolongo, pour «un bref échange sur des questions de sécurité opérationnelle», a annoncé le Southcom dans un communiqué sur X, accompagné d'une photo. L'entrevue s'est déroulée à Guantanamo, base américaine située dans le sud-est de l'île. Dans une courte publication sur Facebook, le ministère des Armées de Cuba a indiqué que «les deux délégations ont jugé cette rencontre positive» et sont convenues de «maintenir la communication». Les relations entre les deux pays se sont considérablement tendues depuis janvier. Les Etats-Unis ont imposé un blocus pétrolier de facto à l'île, édicté de nouvelles sanctions contre des entreprises et des dirigeants cubains, et inculpé l'ancien président Raul Castro dans une affaire remontant à 1996.

USA: un bus percute plusieurs voitures, faisant 5 morts



Un bus a percuté vendredi six véhicules sur l'autoroute Interstate 95, dans l'Etat américain de Virginie, faisant cinq morts et 34 blessés qui ont été transportés à l'hôpital, selon les autorités locales. L'enquête préliminaire a révélé que la circulation ralentissait en direction du sud en raison d'une zone de travaux, a indiqué la police d'Etat dans un communiqué de presse, ajoutant que le bus n'avait pas ralenti et avait percuté six véhicules.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Chanegriha supervise une cérémonie de présentation des vœux à l'occasion de l'Aïd El-Adha

Le Général d'Armée, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), M. Saïd Chanegriha, a supervisé, samedi, au siège du ministère de la Défense nationale (MDN), une cérémonie de présentation des vœux à l'occasion de la fête de l'Aïd El-Adha, indique un communiqué du MDN. "Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, a présidé, ce samedi 30 mai 2026, au siège du ministère de la Défense nationale, une cérémonie de présentation des vœux à l'occasion de la fête de l'Aïd El-Adha El-Moubarak", précise la même source. La cérémonie a été honorée par la présence du Commandant des Forces Terrestres, du Secrétaire Général du ministère de la Défense nationale, des Commandants de Forces, du directeur du Cabinet auprès du ministère de la Défense nationale, du Commandant de la première Région Militaire, des chefs de Départements, du Contrôleur Général de l'Armée, ainsi que les directeurs et les chefs des servi-



ces centraux du ministère de la Défense nationale et de l'Etat-major de l'Armée nationale populaire", ajoute le communiqué. A cette occasion, le Général d'Armée a transmis à l'assistance le message de vœux de Monsieur le Président de la République, de même qu'il a tenu, à son tour, à leur adresser ainsi qu'au peuple algérien, ses vœux les plus sincères. "Je tiens, tout d'abord, à vous transmettre le message de vœux du Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion de la célébration par notre pays de la fête de l'Aïd El-

Adha. Il me plaît également de vous adresser, à mon tour, en cette heureuse fête religieuse, mes plus sincères félicitations et mes meilleurs vœux, en priant Le Tout-Puissant de nous accorder à tous, ainsi qu'au vaillant peuple algérien, le bonheur, la prospérité et Ses bénédictions", a déclaré, à l'occasion, le Général d'Armée. Il a souligné que "notre pays s'apprête, dans les semaines à venir, à organiser un scrutin important, à savoir les élections législatives, et que les différents échelons de commandement de l'Armée nationale populaire et les services de sécurité devront veiller à leur réussite".

Dix-huit morts dans un accident de camion en Afghanistan

Dix-huit personnes dont dix enfants sont mortes quand le camion dans lequel elles voyageaient s'est retourné samedi dans l'est de l'Afghanistan «Le véhicule transportait des familles afghanes rentrant» du Pakistan où elles vivaient auparavant. Il a eu lieu à un croisement menant à la route entre Jalalabad (est) et Kaboul.

A l'hôpital de Jalalabad, un journaliste de l'AFP a vu des enfants ainsi que des hommes et femmes blessés de tous âges. «Nous prions pour que les blessés se rétablissent rapidement», a déclaré sur X le porte-parole du gouvernement taliban, Zabihullah Mujahid, en se disant «profondément attristé» par ce drame au dernier jour des vacances pour la fête de l'Aïd al-Adha. Islamabad a fortement durci sa politique envers les migrants et réfugiés afghans présents sur son territoire.

Depuis le début de l'année, 447.400 Afghans sont ainsi revenus du Pakistan. Ces familles voyagent souvent dans des camions transportant les affaires qu'elles ont pu emporter du Pakistan.



EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

HISTOIRE PASSIONNANTE ET REPÈRES INDÉLÉBILES

Un enfant cher à sa ville et à son pays s'en est allé pour vivifier une des leçons non fugaces que livre la mort sans prévenir. Omar Benbekhti n'est plus de ce monde, mais il laisse derrière lui une histoire passionnante et des repères indélébiles sur le parcours d'une œuvre.

Il est des faits, des événements, des empoignades avec de fortes émotions si pesantes recommandant de passer outre le silence en exigeant de lever un des couvercles posés par humilité et réserve sur la grande valeur de accompagnants disparus. A chaque disparition le flux lourd de l'émotion réclame une nécessité de reconnaissance à des personnalités nationales qui avaient leur pays au cœur d'un désir de progrès farouche et d'émancipation. Tous ou presque tous ont été des

acteurs de la révolution algérienne demeurés après l'indépendance jusqu'à leur mort des militants intègres soucieux de l'avenir prospère de leur nation.

Peu le savent ! Une union fabuleuse et inédite a enfanté une œuvre journalistique ne ressemblant à aucune autre pour que Le Quotidien d'Oran devienne d'abord derrière son orantité une œuvre de parfaite et totale dignité.

On avait faussement cru à l'époque qu'un rassemblement de dignitaires prédisposait la naissance d'un parti politique alors qu'en réalité leur association par son ori-

ginalité se situait sur les hauteurs et la grandeur de la civilité. S'attacher au seul dénominateur commun de tous les Algériens. Des livres et des tomes ne suffiraient pas à décrire une existence partagée en commun. Un parcours de vie dense né d'une idée noble qui a rassemblé une élite où chacun a donné le meilleur de lui-même. Il a fallu que l'un d'entre eux disparaisse, en l'occurrence feu le sociologue Omar Benbekhti, pour que la quarantaine de ses semblables décédés reviennent dans les esprits rappeler le faste de leur intégrité et de leur noblesse. Des historiques, d'anciens ministres, des capitaines d'industries, des avocats, des chirurgiens, pourtant d'horizons et de convictions différentes s'étaient unis pour ne soucier que de l'essentiel qui garantirait la prospérité de leur pays.

Mort du sociologue Edgar Morin

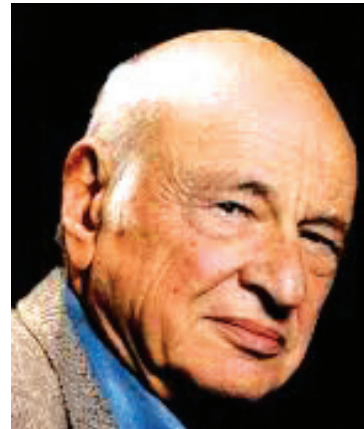


Figure majeure de la vie intellectuelle et médiatique française et voix respectée à gauche, le sociologue et philosophe Edgar Morin est mort vendredi à l'âge de 104 ans, et sa mémoire a été saluée samedi par une pluie d'hommages.

Edgar Morin était l'auteur d'une œuvre très diverse, connue dans le monde entier, à contre-courant de la sociologie traditionnelle et qui se voulait une réflexion sur l'Homme à partir des données de la science.

En 1941, il rejoint le Parti communiste et entre dans la Résistance sous le pseudonyme de Morin. Puis la publication d'« Autocritique » marque les esprits. Soixante ans plus tard, l'intellectuel est poursuivi pour antisémitisme par deux associations. Elles visent une tribune dont il était coauteur en 2002, selon laquelle "les juifs qui furent les victimes d'un ordre impitoyable imposent leur ordre impitoyable aux Palestiniens". Il gagne en cassation, plus haute juridiction judiciaire française.